

Tourisme, un secteur au point mort

Les nationaux à la rescousse



Ouvrir les
frontières, un
exercice à haut
risque



Nous souhaitons un prompt et bon rétablissement à l'ex- Premier secrétaire de l'USFP, Abderrahmane Elyoussoufi qui a dû être hospitalisé pour raisons de santé

Abusivement inégalitaire
mon Maroc



*Trop peu nombreux, ceux
qui en ont trop. Trop nombreux,
ceux qui ont des brouilles*

Pour Sapress et Sochepress, les
conditions d'une reprise de la
publication des journaux en
papier ne sont pas réunies



Les politiques de retour au travail
devraient se fonder sur une
approche centrée sur l'humain



Tourisme, un secteur au point mort

Les nationaux à la rescousse



« Quel gâchis que la plage soit déserte par un aussi beau temps ». S'il a connu des dizaines de dimanches ensoleillés par le passé, ce commerçant de Tamaris, une plage à une trentaine de kilomètres au sud de Casablanca, avoue que jamais son commerce n'a souffert aussi creux en cette période où la chaleur s'invite pour le plus grand bonheur des baigneurs. Pis, ses regrets sont accompagnés d'une angoisse tenace alimentée par les nombreuses incertitudes liées à la pandémie du coronavirus. Car avant même la sortie du confinement, les questions sont nombreuses. Aller à la plage sera-t-il autorisé à court terme ? Les résidences secondaires abandonnées jusqu'à présent seront-elles réinvesties ? Et les campings avoisinants, pourront-ils reprendre leur activité touristique tant attendue par les commerçants du coin ? En réalité, personne ne le sait. L'avenir nous le dira.

Pour le moment, de manière générale, à l'approche de la saison estivale, et avec les avions cloués au sol, la fermeture des frontières, des hôtels et des restaurants inquiète les acteurs directs et indirects du secteur touristique. Ils sont dans l'expectative au Maroc comme ailleurs à cause d'une crise sans précédent. Le sujet est d'autant plus alarmant qu'il est impossible pour l'instant d'apporter une réponse claire et définitive à toutes les interrogations et donc de se préparer. Tout dépendra de l'évolution de l'épidémie. Que le danger d'une seconde vague apparaisse ici ou là et toutes les frontières resteront fermées. Que le mois de juin s'écoule sans un rebond des contaminations et le rêve de prendre la route deviendra peut-être réalité.

Des emplois en danger

« Je suis de nature optimiste. Dès qu'un vaccin sera disponible, je suis sûr que les touristes reviendront en masse. D'ici à 2021, tout rentrera dans l'ordre », assure Abderrahim Oukioud. Récompensé d'une médaille de bronze au Wanderlust World Guide Awards 2018, ce guide touristique tente de relativiser malgré des prévisions pour le moins préoccupantes. En effet, les dernières données relatives au secteur communiquées par les autorités publiques annoncent une baisse de 15 % des recettes touristiques pour les quatre premiers mois de 2020 et de 61 % rien que pour le mois d'avril. En sus, une enquête menée par la CGEM auprès des entreprises révèle une baisse de 71,41 % du chiffre d'affaires et de 78,18 % des emplois. Si ces prévisions s'avèrent exactes, le secteur touristique au Maroc, qui pèse pour environ

11.000 entreprises, compte près de 122.000 emplois et contribue à 7 % au produit intérieur brut (PIB) s'avance en eaux troubles. « Surtout si, comme le pensent beaucoup de travailleurs dans le secteur du tourisme, un retour à la normale est inenvisageable avant trois ou quatre ans. Parce qu'au-delà des considérations sanitaires, beaucoup de personnes au Maroc comme aux quatre coins de la planète, ne prendront pas de congés, essentiellement pour des raisons de pouvoir d'achat », nous confie Abderrahim Oukioud.

En attendant de voir ce que l'avenir leur réserve, la situation des travailleurs touristiques est précaire. « En 2020, j'ai effectué deux circuits. Une manne financière qui me permet aujourd'hui de subvenir aux besoins de ma famille », avance Oukioud. Puis de nuancer : « Mais malheureusement beaucoup d'entre nous sont dans le rouge. Généralement les guides touristiques travaillent au jour le jour. Et en l'absence de CNSS et de Ramed, notre situation financière s'aggrave de plus en plus. Relancer le secteur est une nécessité ». Même son de cloche pour Rachid M. Ce quadra père d'un enfant œuvre dans le secteur touristique depuis plus de 20 ans. Il est chef de brigade de restaurant dans un hôtel huppé de Marrakech.

« Le 18 mars, le dernier client a quitté l'hôtel avant sa fermeture. Heureusement que nous avons reçu les aides de la CNSS. 1000 DH au mois de mars puis 2000 DH au mois d'avril. Mais quand on a l'habitude de vivre avec un salaire de 6000 ou 7000 DH, il est très difficile de s'en sortir avec trois fois moins surtout avec une famille à charge. Mais on n'y peut rien », conclut-il avec amertume.

Un sentiment somme toute compréhensible, mais quelque peu atténué par la crise enregistrée dans le secteur du tourisme (10,4 % du PIB mondial). Les chiffres provisoires sont tout simplement vertigineux. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT), institution spécialisée des Nations unies destinée à promouvoir et à développer le tourisme, avait annoncé fin mars s'attendre à une chute du nombre de voyageurs sur la planète de 20 % à 30 % pour l'ensemble de l'année. Elle a récemment prévenu que la baisse du trafic pourrait en réalité atteindre 58 %, voire 78 %, alors qu'elle tablait avant la pandémie sur une hausse de 4 % du tourisme mondial. Et quand on sait que les touristes étrangers sont le pilier du tourisme au Maroc, ce n'est pas une surprise si « 100 % des agences touristiques sont à l'arrêt », indique Ikhlef Amarzagou, gérant d'une société de transport touristique après avoir travaillé dans une agence de voyages pendant près de dix ans.

Une relance sujette à interrogations

Nombre de gouvernements conseilleront par précaution à leurs ressortissants de passer leurs vacances dans leur propre pays. On sait déjà que les pays d'Europe les plus touristiques vont souffrir, à commencer par l'Italie, l'Espagne et la Grèce, où le pouvoir d'achat de la population locale ne permettra pas de compenser la chute des revenus du tourisme étranger. Le Maroc ne sera évidemment pas en reste. Pour atténuer les effets de cette crise historique, la CGEM a proposé au CVE un projet de relance reposant sur 508 mesures formulées par 25 fédérations dont la Confédération nationale du tourisme. A savoir, entre autres, l'autorisation d'un versement décalé à la fin de l'année, des taxes de séjour et de promotion touristique du premier trimestre dont le paiement arrive à échéance à fin avril ou encore l'accélération du remboursement des crédits de TVA lié à l'investissement. Plus important encore, le ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport aérien et de

l'Economie sociale veut faire des nationaux la figure de proue de ce plan de relance. « On n'accorde pas énormément d'importance au tourisme national, c'est l'occasion justement pour combler ce retard. Mais ce sera très difficile », précise Ikhlef Amarzagou. Puis d'ajouter : « La grande majorité des agences touristiques ont des programmes faits sur mesure pour les touristes étrangers. Et pour être honnête avec vous, excepté la diaspora marocaine à l'étranger, je ne me souviens pas avoir un jour vu une réservation pour un voyage organisé faite par des touristes nationaux ».

Autrement dit, il serait utopique de croire que les nationaux combleront le déficit dû par l'absence des touristes étrangers. Et quand bien même cette hypothèse serait plausible, elle serait confrontée à des obstacles d'ordre économique et sanitaire. « Il ne faut pas se leurrer, avec la possible réouverture des hôtels et restaurants, tout risque de coûter plus cher. Pourquoi ? Car ces derniers devront certainement prévoir de nouvelles normes sanitaires, notamment pour la désinfection des chambres d'hôtels. Dans les restaurants, forcément il y aura des aménagements afin de respecter les distanciations sociales. Au lieu de 30 tables par exemple il n'y en aura plus que 15. Le personnel devra prendre énormément de précaution également », devine le chef de brigade restaurant Rachid M. Justement, en parlant des distanciations sociales et leur application, à l'instar d'Abderrahim Oukioud, Ikhlef Amarzagou a des doutes. « Elles seront difficilement applicables aux touristes nationaux. Car leur mentalité diffère de celle des touristes étrangers », se sont-ils accordés à dire. Rachid M. n'y croit pas trop non plus : « La réouverture s'annonce compliquée du côté de Marrakech, deuxième ville au nombre de cas Covid-19. De manière générale, le tourisme risque d'être la dernière activité économique à redémarrer au Maroc ».

En tout cas, pour Abderrahim Oukioud et Ikhlef Amarzagou, les touristes étrangers sont des amoureux du voyage. Qu'ils soient Australiens, Américains ou Européens, une fois que les frontières seront rouvertes, ils n'hésiteront pas à venir dès le lendemain. « Mais même s'ils constituent plus de 70 % des touristes que nous accueillons dans l'hôtel, ce serait risqué de rouvrir les frontières pour les accueillir en l'absence d'un vaccin », conclut Rachid M. en mettant la lumière sur l'un des nombreux paradoxes mus par ce nouveau coronavirus. Bref, vous l'aurez certainement deviné, la suite s'annonce pour le moins compliquée.

Chady Chaabi



Pour Sapress et Sochepress, les conditions d'une reprise de la publication des journaux en papier ne sont pas réunies

Les sociétés de distribution Sapress et Sochepress ont envoyé un courrier aux éditeurs de journaux dans lequel elles déclinent leurs positions quant à l'autorisation décrétée par le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports concernant la reprise de la publication en papier et les contraintes à devoir éluder à ce propos.

Ci-dessous le texte de cette correspondance :

"Nous avons appris, par un communiqué du ministère de tutelle sur les réseaux sociaux, que la presse papier pourrait être distribuée à nouveau à partir du mardi 26 mai 2020, alors que nos plans prévoyaient une reprise progressive à l'issue de la période de déconfinement dont la fin est prévue pour le 10 juin à 18h.

Notre secteur d'activité était déjà confronté à une crise importante avant qu'on ne soit touché par la pandémie.

Aujourd'hui après un arrêt de plus de deux mois, la situation est encore plus critique avec très peu de visibilité sur la sortie de crise.

Cependant, nous avons travaillé depuis plusieurs jours sur un plan de reprise progressive de notre outil logistique qui s'articule autour de trois axes :

1. La mise en place des mesures de sécurité et de prévention sur le lieu de travail
2. Une estimation du fourni par titre à distribuer au redémarrage de l'activité.
3. la récupération de tout le stock des invendus dans le réseau

Pour l'axe 1, il s'agit de se conformer

aux recommandations du ministère du Travail, comprenant les amendements en matière de processus de travail, l'acquisition des équipements de protection individuelle, la sensibilisation et la formation de nos collaborateurs aux nouveaux processus ainsi que la communication des mesures prises à nos différents partenaires : éditeurs, imprimeurs, points de vente...

Pour l'axe 2, l'estimation du fourni par titre à distribuer au redémarrage de l'activité doit tenir compte des éléments suivants :

(a) la réouverture des kiosques et des points de vente, qui seront probablement encore fermés jusqu'au 10 juin, date de fin prévue pour le confinement. A moins d'une décision administrative pour autoriser l'ouverture des points de vente non "prioritaires" et notamment les points "Presse"

Un recensement national des points de vente ouverts est par conséquent indispensable pour envisager les opérations de distribution

(b) la fermeture des cafés, pour lesquelles nous ne disposons d'aucune visibilité sur la date de réouverture. Leur poids dans les ventes est non négligeable pour certains de nos titres "quotidiens".

(c) l'impact des abonnements gérés directement par notre réseau de points de vente, car nous ne connaissons pas encore la position des établissements publics et des entreprises privées à autoriser les livraisons de la presse papier. Cette contrainte est motivée d'une part par l'adoption importante du mode "télétravail" ainsi que par les dispositions prises pour limiter la circulation du papier au sein des établissements.



(d) l'impact de la pandémie sur les habitudes d'achat de nos lecteurs/consommateurs, que nous ne pourrions d'ailleurs mesurer que sur plusieurs semaines de présence de la presse dans les points de vente

Pour l'axe 3, relatif à la récupération de tout le stock des invendus dans le réseau, il s'agit d'une opération importante d'inventaire et de récupération de l'ensemble du stock des invendus de toute la presse dans les kiosques pour vider les étalages et installer les nouveaux numéros avec toute la problématique de facturation et de recouvrement vers plusieurs points de vente. Cette opération nécessitera une mobilisation importante de nos ressources sur plusieurs jours.

Afin de pouvoir amender notre plan initial, nous vous proposons de revenir vers vous le mercredi 27 mai avec un plan de reprise progressive qui tiendra compte de :

1. la situation d'ouverture des points de vente, une fois l'inventaire national réalisé le mardi 26 mai par nos équipes sur le terrain
2. la possibilité d'amender nos plannings de reprise sans prendre de risque sur les mesures de sécurité et de prévention des ressources humaines
3. votre retour d'information en tant qu'éditeurs par rapport à vos plans de reprise respectifs
4. Le retour d'information du plan de reprise des imprimeurs."

"El Mundo" salue les efforts du Maroc dans la lutte contre le Covid-19

L'article du quotidien espagnol s'intitule "La Task Force de S.M le Roi Mohammed VI contrôle le virus"



Le journal espagnol El Mundo a salué les efforts consentis par le Maroc, sous le leadership de S.M le Roi Mohammed VI, dans la lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Dans un article intitulé "La Task Force de S.M le Roi Mo-

hammed VI contrôle le virus", le quotidien à grand tirage a précisé que le Maroc a été l'un des premiers pays qui ont mis en œuvre des mesures strictes et proactives pour freiner la propagation de la pandémie, ce qui lui a valu de s'ériger en modèle pour les pays voisins en matière de gestion de cette crise sanitaire.

Le journal a relevé que depuis l'apparition des premiers cas du Covid-19 le 2 mars dans le pays, le Maroc a fermé ses frontières et suspendu tous les vols internationaux, avant de décider de fermer les écoles et les mosquées et d'interdire les rassemblements de personnes, puis entrer en confinement obligatoire le 20 mars, ce qui a permis d'éviter environ 6.000 décès, selon l'Institut Montaigne, basé à Paris.

"S.M le Roi Mohammed VI a supervisé en personne la gestion de cette crise sanitaire et créé une Task Force pour coordonner la stratégie de lutte contre la pandémie de Covid-19, qui a été composée de hauts responsables", a écrit le média espagnol, notant que tous les fonctionnaires des administrations et établissements publics marocains, ainsi que les forces de sécurité ont été mobilisés pour coordonner la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire et sensibiliser les citoyens à

l'importance des mesures adoptées.

"El Mundo" a, dans ce cadre, fait savoir que les unités industrielles marocaines spécialisées dans le textile ont été impliquées par l'Etat dans la fabrication des masques de protection, ce qui a permis au Royaume de couvrir, en un temps record, les besoins de la population, avant d'autoriser leur exportation vers plusieurs pays, dont l'Espagne, la France, l'Italie et l'Allemagne.

Les forces et corps de sécurité du Royaume ont, de leur côté, été mobilisés pour garantir le respect des dispositions de l'état d'urgence sanitaire et des mesures de distanciation sociale et de sécurité préconisées, assurer la protection des sites stratégiques, lutter contre la cybercriminalité et les "fake news" véhiculés sur les réseaux sociaux et engager des poursuites contre les contrevenants qui exposent au danger la sécurité sanitaire des citoyens, a

poursuivi la publication.

Selon "El Mundo", le Maroc a réussi, grâce à la mise en œuvre de ces mesures strictes, à contenir la propagation du virus et à stabiliser la courbe des contaminations, dans la mesure où le pays comptait vendredi 7.300 cas de contamination au Covid-19, dont 197 décès, tandis que l'Algérie qui, avec le même nombre de cas, a enregistré près de trois fois plus de morts dus au virus.

"Le Maroc, où le niveau de propagation du Covid-19 reste faible, a pris des mesures décisives et rapides pour lutter contre la pandémie, à travers l'adoption d'une approche basée sur la prévoyance, la fermeté et la rigueur, en collaboration avec tous les intervenants, et avec la participation de la population, ce qui lui a permis d'éviter le pire", a souligné le professeur à l'Université Ibn Zohr d'Agadir, Mohamed Amine Serghini, cité par le journal.

Les administrations publiques prochainement ouvertes au public

Publication d'une circulaire sur les mesures de reprise de travail dans les établissements publics après le déconfinement



Le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration vient de publier une circulaire sur les procédures et les mesures de reprise de travail dans les établissements publics, après la levée de l'état d'urgence sanitaire.

Dans cette circulaire, signée par le ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration, Mohamed

Benchaaboun, le département de tutelle invite les fonctionnaires et employés des établissements publics et des collectivités locales, qui ont précédemment bénéficié des facilités accordées par la circulaire du ministre du 16 mars 2020, à rejoindre progressivement leurs lieux de travail et à mettre en œuvre les dispositions de cette circulaire.

Dans ce cadre, le ministère souligne avoir élaboré un guide

pratique pour la gestion de la phase post-état d'urgence sanitaire dans les services publics, visant à fournir un ensemble d'orientations et de directives pour les administrations, les établissements et entreprises publics et les collectivités locales, ainsi que pour les employés de ces établissements et ce, afin de clarifier les tâches et les activités qui peuvent être reprises progressivement, tout en garantissant

la sécurité et la santé des fonctionnaires et des usagers et tout en assurant la continuité des services publics.

Ce guide comprend un ensemble de procédures et de mesures qui doivent être suivies par les administrations publiques, les établissements publics et les collectivités locales et prévoit la création d'un comité interne, au niveau de chaque administration, dirigé par le responsable de

gestion des ressources humaines, pour veiller à la mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité au travail et allouer les ressources et les moyens nécessaires pour éviter la contamination par le virus du Covid-19, indique le ministère dans un communiqué.

Le guide vise, également, à renforcer le contrôle du respect des mesures de santé et de sécurité par les fonctionnaires et les usagers et à organiser les espaces d'accueil, en adoptant un système de prise de rendez-vous à travers les centres d'appel et d'orientation des administrations publiques et à assurer l'offre d'un maximum de services en ligne.

Un comité technique a été mis en place au niveau du département de la Réforme de l'Administration pour veiller au respect des procédures et mesures de santé et de sécurité au travail par toutes les administrations publiques, et qui sera chargé d'accompagner et de soutenir les administrations publiques pour améliorer leur rendement et leur efficacité.

La circulaire sur les procédures et les mesures de reprise de travail dans les établissements publics après la levée de l'état d'urgence sanitaire est disponible sur le lien (https://www.mmsp.gov.ma/uploads/file/CirculaireDeconfinement_22052020.pdf).

Principaux points de la circulaire du ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration

Voici les principaux points de la circulaire, publiée par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration, sur les mesures de reprise de travail dans les établissements publics après le déconfinement.

1-Mesures relatives à l'administration:

- Créer un comité interne, au niveau de chaque administration et dirigé par un responsable, désigné par le directeur de l'administration, pour veiller à la mise en œuvre des mesures prises pour éviter la propagation de Covid-19.

- Mettre en place un plan d'action comprenant les mesures à prendre et dé-

terminant les moyens nécessaires ainsi que le responsable de sa mise en œuvre.

- Continuer de respecter les précautions et les mesures individuelles ainsi que toutes les directives des autorités publiques (mesurer la température des employés des administrations et des usagers avant leur entrée, port du masque...).

- Elaborer des registres pour inscrire tous les visiteurs des établissements publics, y compris les employés et les usagers. Ces registres comprendront leurs adresses et numéros de téléphone, afin d'identifier les personnes-contacts, en cas de besoin.

- Adopter une flexibilité dans les heures et les jours de travail, et le contrôle de l'opération de présence, ainsi

que l'organisation des permanences, en tenant compte de la spécificité de chaque administration.

- Opter pour des réunions virtuelles et réduire les réunions directes, tout en déterminant un nombre maximum de participants et en respectant la distanciation.

- Poursuivre le télétravail pour les fonctionnaires dont la nature de leur travail n'exige pas leur présence au siège de l'administration, notamment les tâches et les missions pouvant être effectuées à distance.

- Reprise de l'annonce de candidature aux postes supérieurs et de responsabilité, et adoption de la candidature électronique via le portail emploi public et la réalisation d'entretiens de présélection à

distance, s'il est nécessaire.

- Organiser et contrôler l'opération des autorisations exceptionnelles et les facilités dont bénéficient les fonctionnaires en situation spécifique (handicap, maladies chroniques ...) tout en assurant la continuité du travail et les activités qu'ils exercent.

- Elaborer une programmation horaire pour organiser les congés administratifs annuels, afin d'assurer le fonctionnement normal des différents administrations et établissements publics.

- Poursuivre le développement et la diversification des supports numériques et généraliser les services administratifs en ligne (bureau d'ordre numérique, le service électronique de corres- ➤➤

►► pondance administrative, le papapheur électronique...).

- Réduire la circulation des documents papier et l'adoption de la gestion électronique des documents administratifs (GED).

- Poursuivre la numérisation des services administratifs, simplifier les procédures administratives et accélérer leur numérisation.

- Désinfecter de façon permanente les espaces et les bureaux du travail, les bâtiments administratifs et le parc automobile et ne pas dépasser sa capacité.

2-Mesures relatives aux fonctionnaires:

- Les fonctionnaires, hommes et femmes, qui sont susceptibles d'être infectés par le virus, ou ceux souffrant de symptômes similaires à ceux de cette maladie, ou qui souffrent d'une faible immunité, ne doivent pas être présents au travail et ils doivent informer l'administration.

- S'assurer de la propreté et de la désinfection des surfaces qui sont régulièrement touchées au sein des bureaux et également s'assurer qu'elles sont bien aérées et les portes doivent rester ouvertes, lorsque cela est possible.

- Prendre toutes les mesures de distanciation entre les employés des services publics et porter le masque médical pendant la période de travail.

- Les mains doivent être lavées régulièrement et il faut jeter les mouchoirs utilisés dans la poubelle et laver les mains par la suite.

- Il ne faut pas partager les outils de travail, la nourriture, la boisson ou des objets personnels avec les autres.

- Informer l'administration en cas de symptômes respiratoires (toux, respiration difficile ou température élevée).



3-Mesures relatives aux usagers:

- Renforcer les mesures de contrôle de l'accès des usagers aux administrations.

- Organiser les espaces d'accueil et mettre en place des couloirs spéciaux pour accéder et sortir des administrations et respecter la distanciation.

- Installer des panneaux de signalisation pour identifier les services chargés de fournir les prestations administratives.

- Adopter des mécanismes opérationnels pour améliorer les conditions d'accueil, de conseil et d'orientation à travers la généralisation de numéros de téléphone et les mails électroniques par

les différents canaux de communication disponibles.

- Adopter les applications et programmes relatifs à la prise de rendez-vous et à la communication avec les usagers par le biais de centres d'appel et d'orientation, afin de réduire l'afflux des usagers aux services de l'administration.

- Déterminer le nombre maximum autorisé des usagers à être dans les espaces d'accueil et les autres espaces afin d'assurer la distanciation recommandée.

- Inscrire les informations relatives aux usagers dans des applications afin de faciliter l'opération de recherche des personnes-contacts en cas de besoin.

- Organiser des permanences pour

certaines administrations publiques qui fournissent des prestations vitales.

- Mise en place d'un comité technique au niveau du département de la Réforme de l'Administration pour veiller au suivi des procédures et des mesures et présenter toutes les clarifications et le soutien nécessaire, afin d'améliorer le rendement et l'efficacité des administrations publiques et ancrer une nouvelle culture auprès de leurs employés et les inciter à changer leurs comportements quotidiens de manière à garantir des prestations de qualité, en utilisant des méthodes modernes qui servent les générations actuelles et futures.

Aide alimentaire aux nécessiteux de Béni Mellal

23.000 ménages en situation de précarité ciblés

La quatrième phase de l'opération d'aide alimentaire au niveau de la

région Béni Mellal-Khénifra a été lancée récemment, en vue de venir en aide aux familles

nécessiteuses, impactées par les effets socioéconomiques engendrés par la propagation

de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Cette opération a été lancée immédiatement après l'annonce de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire, indiquée un communiqué de la wilaya de la région de Béni Mellal-Khénifra, notant que cette opération dans sa 4ème phase bénéficiera à 23.000 ménages en situation de précarité relevant des zones montagneuses et vulnérables.

Ces aides qui ont été fournies par le conseil de la région de Béni Mellal-Khénifra, le conseil provincial de la ville et les conseils communaux, avec le concours de plusieurs établissements publics et bienfaiteurs, consacrent les valeurs de solidarité ainsi que les efforts déployés à l'échelle nationale pour atténuer l'impact socioéconomique de la crise induite par le coronavirus.

La même source a souligné

que suite à la mobilisation tous azimuts des autorités locales et de l'ensemble des acteurs locaux pour faire face aux répercussions du nouveau coronavirus, un total de 87.000 kits alimentaires ont été distribués aux familles affectées par les mesures de confinement, et ce à travers plusieurs phases qui tiennent compte des conditions sociales des familles les plus touchées par l'arrêt des activités.

Les autorités locales au niveau de la région ont mobilisé d'importants moyens logistiques et humains pour assurer la livraison des aides aux domiciles des bénéficiaires, tout en veillant à ce que ces kits alimentaires soient remis directement aux personnes ciblées et ce, en application stricte des mesures préventives incitant les populations à se mettre en mode "confinement" et à ne pas sortir qu'en cas d'extrême nécessité.



Levée du confinement des fonctionnaires de la DGAPR

Préparatifs pour un retour au fonctionnement normal des prisons



La Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR) a fixé ce 27 mai comme date de levée du confine-

ment sanitaire pour ses fonctionnaires, en tenant compte de l'évolution de la situation épidémiologique dans le Royaume et de la nature, la taille

et l'emplacement de chaque établissement pénitentiaire.

Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre du plan de la DGAPR de lutte contre la propa-

gation du nouveau coronavirus, est en préparation au retour au fonctionnement normal des établissements pénitentiaires, concernera 41 établissements pénitentiaires, et sera appliqué le 10 juin dans 35 autres prisons, indique un communiqué de la Délégation. Il note que ladite mesure ne s'appliquera pas aux établissements pénitentiaires qui connaissent encore des cas confirmés d'infection au coronavirus.

La délégation ajoute que le système de confinement peut être réintroduit pour les fonctionnaires ou prolongé si les circonstances le requièrent, et en tenant compte de l'évolution de la situation épidémiologique dans les différentes préfectures et provinces du Royaume, soulignant la nécessité pour les fonctionnaires et les détenus de continuer à respecter les mesures préventives décidées par les autorités compétentes, et de constamment maintenir leur mobilisation et leur préparation aux différents niveaux.

Brèves

Décès en garde à vue

Un mis en cause placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête préliminaire pour son implication présumée dans une affaire de vol qualifié est décédé dimanche soir, apprend-on auprès de la préfecture de police de Béni Mellal.

Un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) indique que selon les données des registres judiciaires et médicaux du lieu de garde à vue, le suspect a été transféré à l'hôpital régional de la ville dimanche matin, en raison de symptômes pathologiques abdominaux accompagnés de malaise et de nausée, où il a reçu les soins médicaux nécessaires avant d'être reconduit au lieu de garde à vue au siège de la préfecture de police.

Une enquête judiciaire a été ouverte, sous la supervision du Parquet compétent près la Cour d'appel de la ville de Béni Mellal, pour élucider les tenants et aboutissants de cette affaire, tandis que le corps du défunt a été transféré à la morgue de l'hôpital pour autopsie, conclut la DGSN.

Perquisition avec consentement

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a démenti, d'une façon catégorique, les allégations véhiculées par certains sites d'information, prétendant qu'une importante équipe sécuritaire s'est rendue au domicile d'un individu placé en garde à vue à la disposition d'une enquête préliminaire, et que cette procédure "se fera sans le consentement écrit et explicite de la part de l'intéressé pour procéder à la perquisition".

Un communiqué de la DGSN souligne que le service préfectoral de la police judiciaire de Casablanca a entamé les procédures requises sur ordre du Parquet compétent.

La DGSN souligne, en outre, que les allégations relayées par les sites d'information susmentionnés prétendant "l'absence de consentement explicite de la part du suspect pour procéder à la perquisition", sont fausses et dénuées de tout fondement, et qu'elles ne sont que spéculations concernant des mesures procédurales, ajoutant que le propriétaire du domicile objet de la perquisition a donné son consentement écrit à cette procédure d'enquête.

Sans-abris et migrants subsahariens la main dans la main à Khouribga

De nouveaux habits distribués à 80 personnes à l'occasion de l'Aïd

Les pensionnaires du Centre pour les personnes sans-abris de Khouribga ont célébré, dimanche, Aïd Al Fitr dans le respect des mesures préventives, une initiative qui vise à alléger leur souffrance et éloignement de leurs familles et proches.

Initiée par la Coalition marocaine pour la santé, l'environnement et la protection du consommateur à Khouribga, la célébration de l'Aïd Al Fitr s'est déroulée dans le strict respect des mesures sanitaires initiées par les pouvoirs publics en vue de freiner la propagation du Covid-19, à savoir le port des masques de protection pour l'ensemble des pensionnaires du centre, ainsi que l'observation d'une distance sanitaire d'un mètre et demi entre chaque table.

A cette occasion, la Coalition a distribué de nouveaux habits à 80 pensionnaires, dont des sans-abris et migrants subsahariens et a préparé un petit déjeuner dans la pure tradition marocaine pour célébrer ce premier jour marquant la fin du mois de jeûne.

Il convient de noter que le centre pour les sans-abris de Khouribga a entrepris une série de mesures exceptionnelles pour protéger les pensionnaires du Covid-19, notamment la mise en quarantaine de l'ensemble des pensionnaires du centre depuis le 16 mars, la prise de température des pensionnaires deux fois par jour et la désinfection quotidienne des lieux du centre.



Par ailleurs, une ambulance a été mise à la disposition des citoyens de la ville pour transporter les femmes enceintes et les patients atteints d'insuffisance rénale, à l'initiative de la coalition qui assure également le transfert des personnes guéries du Covid-19 des hôtels de confinement vers leur lieu de résidence dans leur ville d'origine, et ce dans le strict respect des mesures préconisées par les autorités publiques.

Dans une déclaration à la MAP, le président de la Coalition, Abdeljalil Jaadawi, s'est félicité du travail remarquable accompli par les autorités locales pour faire face aux répercussions du Covid-19, saluant à cet égard les actions entreprises par l'Initiative nationale pour le développement humain ainsi que tous les acteurs et partenaires de la Coalition, à leur tête l'Entraide nationale.

La FLDF appelle à la mise en place d'une approche genre du processus de soutien aux ménages

Les critères adoptés risquent d'exclure une large catégorie de femmes

La Fédération des ligues des droits des femmes (FLDF) a appelé à la mise en place d'une approche genre aux différents niveaux du processus de soutien financier accordé aux ménages dans le cadre de l'atténuation des répercussions de la pandémie du nouveau coronavirus.

Dans un communiqué, la Fédération a invité le Comité de veille économique à prendre d'urgence une série de mesures, à traiter les cas n'ayant toujours pas reçu l'aide financière et à réaliser l'équité en faveur des femmes de façon générale.

La FLDF a exprimé son appréciation quant aux diverses procédures et mesures déployées pour lutter contre les répercussions de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, aux niveaux sanitaire, économique et social, y compris le soutien financier aux familles, dans lequel les pouvoirs publics ont réalisé des progrès remarquables.

Toutefois, l'organisation féminine a relevé certaines "défa-

lances" dans la distribution de ces aides, relevant qu'elle avait dès le 6 avril estimé que les critères adoptés risquent d'exclure une large catégorie de femmes, en raison de la négligence de leur contribution réelle à l'économie domestique et à la gestion des affaires domestiques, souligne la même source.

La Fédération se base dans son constat sur des plaintes de femmes privées de l'aide financière pour diverses raisons, notamment l'analphabétisme numérique, le manque d'accès à l'information et aux moyens pour remplir et envoyer le formulaire, la difficulté de déplacement, la non possession pour certaines de carte d'identité nationale notamment en milieu rural. L'ONG cite également les motifs du conflit conjugal, l'absence du mari Ramediste et la non déclaration à la CNSS de la part de l'employeur.

D'autre part, et dans le cadre du suivi et des interventions des ministères du Travail et de la Santé visant à protéger les travail-



leuses des unités de production, des usines et des entreprises, ainsi que les ouvrières agricoles, la Fédération a renouvelé son appel aux secteurs et établissements de tutelle pour renforcer le contrôle des unités industrielles et les zones agricoles employant les femmes, sans respect des condi-

tions de sécurité sanitaire.

L'organisation féminine a également mis en exergue la nécessité de veiller à la mise en œuvre de procédures de stérilisation et de désinfection de toutes les unités de production industrielles, d'assurer la sécurité sanitaire des travailleuses au sein

des véhicules de transport du personnel et de tirer des enseignements de cette crise sanitaire afin d'harmoniser les politiques publiques nationales et territoriales et de prioriser les droits fondamentaux des femmes dans les domaines de l'emploi, de la santé et de l'éducation.

Forte participation au concours de déclamation du Coran à distance

Organisé à l'initiative du Conseil des oulémas d'Essaouira



Le concours à distance de déclamation du Coran, organisé récemment à l'initiative du Conseil local des oulémas de la province d'Essaouira, à l'occasion du mois sacré de Ramadan, a été marqué par une forte participation de la part des jeunes lecteurs (filles et garçons) issus de la province, a affirmé le président du Conseil, Mohamed Menguit.

Il s'est aussi félicité de cette participation très honorable et massive des jeunes et des moins jeunes (filles et garçons) à ce concours, surtout en cette circonstance exceptionnelle que traverse le Royaume, induite par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Il a également relevé que cet engou-

ement traduit aussi le profond attachement de l'ensemble des Marocains, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, au Coran et l'attention particulière accordée à ses enseignants, mémorisateurs, déclamateurs et psalmodiers.

Il a, en outre, souligné l'attachement connu et reconnu du Royaume pour la préservation du Saint Coran, à travers son enseignement, sa mémorisation, sa déclamation et sa psalmodie.

Ce concours, qui s'est déroulé du 21 avril au 04 mai, s'inscrit dans le cadre des activités culturelles, religieuses et éducatives, initiées par le Conseil local des oulémas de la province d'Essaouira durant ce

mois de miséricorde et de bénédiction.

Cette compétition a été ouverte aux candidats dont l'âge ne dépasse pas 25 ans et résidant dans l'une des communes relevant du territoire de la province d'Essaouira.

Chaque participant à ce concours ramadanique était appelé à enregistrer une séquence vidéo d'une durée de 7 minutes au maximum où il déclame des versets du Coran, selon la méthode de son choix (méthode marocaine ou orientale), tout en respectant les règles de la déclamation.

Cette vidéo, qui doit comprendre aussi des informations sur le candidat (nom et prénom, âge, établissement scolaire et collectivité territoriale de résidence), est envoyée par la suite via l'application de messagerie instantanée (WhatsApp) au numéro de téléphone 06.71.50.29.29.

Après la réception de toutes les vidéos, une commission, composée du président et des membres du Conseil local des oulémas, a procédé à l'évaluation de ces lectures et déclamations du Saint Coran pour désigner les vainqueurs de ce concours, dont les noms ont été publiés sur la page Facebook officielle du Conseil.

S'agissant de la déclamation selon la méthode marocaine, la première place de ce concours dans la catégorie adultes (garçons) est ainsi revenue à Abdelghani Chara, alors que Mostafa Id Said Ambarek et Mostafa Mzioueq ont occupé respectivement les 2ème et 3ème places.

Dans la catégorie filles, la première place a été remportée ex æquo par Asmae Wazad et Nawal Naji, alors que la 2ème place a été attribuée à Hafida Naji.

Dans celle réservée aux petits lecteurs, le concours a été remporté par Mohamed Ali Iduou.

Quant à la déclamation selon la méthode orientale, les trois premières places dans la catégorie adultes (garçons) sont revenues respectivement à Mohamed Zerrouqi, Mohamed Samani et Abdelilah El Kamakh.

Dans la catégorie adultes (filles), la première place a été remportée par Hafsa Boualala, alors que les 2ème et 3èmes places ont été décrochées par Zineb Boufith et Hajar Qassir.

Chez les petits (garçons), les trois premières places ont été remportées respectivement par Chihab Eddine Abou Qassam, Abdelmouaz Satah et Abdellatif Wazad, tandis que pour les petites filles, ce sont Alae El Bahiji, Asmae Sifar et Zineb Belghazal, qui ont obtenu les trois premières places de cette compétition.

Cet événement religieux se proposait d'inciter et d'encourager les générations montantes à mémoriser le Coran et à maîtriser ses sciences.

Il se voulait aussi une occasion propice pour découvrir les jeunes talents dans le domaine de la déclamation et inculquer aux générations futures une véritable culture religieuse.

Vers la création par l'Université Cadi Ayyad d'un Observatoire des épidémies

L'Université Cadi Ayyad (UCA) de Marrakech compte créer un Observatoire des épidémies, sorte de structure scientifique qui aura pour missions la connaissance précoce de l'arrivée de l'épidémie, le suivi et l'étude de l'évolution des virus et bactéries, la détection précoce de la circulation des virus et la détermination de l'évolution régionale et nationale des épidémies.

Cette décision a été annoncée par le président de cet établissement d'enseignement supérieur, Moulay Lhassan Hbid, lors d'une visioconférence organisée récemment, sous le thème "Enseignement inclusif et responsabilité sociale à l'Université Cadi Ayyad (UCA) dans le contexte de la pandémie de Covid-19".

Cette structure scientifique vient soutenir la dynamique de la recherche scientifique induite par la pandémie du coronavirus, a-t-il indiqué dans une déclaration à la MAP, relevant que ce projet scientifique, le premier du genre au Maroc, nécessitera quelque 5 millions de DH sur trois ans. Et de préciser que cette structure scientifique sera réalisée en collaboration avec le ministère de la Santé, l'Institut Pasteur, la Direction de l'épidémiologie et de la lutte contre les maladies, le département de l'enseignement supé-

rieur et de la recherche scientifique, le Centre anti-poison et de pharmacovigilance du Maroc (CAPM) et avec le soutien de certaines organisations, telles que l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO).

L'UCA travaillera aussi avec le Conseil régional de Marrakech-Safi pour concrétiser ce projet scientifique ambitieux à caractère régional et national, a-t-il insisté.

L'équipe de scientifiques de cet observatoire sera pluridisciplinaire et composée, notamment, de spécialistes de la statistique (qui étudieront les épidémies à travers la collecte de données, leur traitement, leur analyse et l'interprétation des résultats), d'informaticiens, de médecins, d'épidémiologistes en plus de sociologues et de psychologues, a-t-il expliqué. En ces circonstances exceptionnelles, l'UCA de Marrakech a orienté la recherche scientifique vers la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) et ses répercussions sur les différents aspects de la vie sociale et économique, rappelle-t-on.

Cette université se penche sur l'élaboration d'une stratégie pour orienter la recherche scientifique vers un ensemble de sujets inhérents au coronavirus et à la période post-pandémie, aussi bien sur le



plan économique que social.

L'UCA a consacré un budget important à cet effet et entamé la formation d'équipes de chercheurs, composées de professeurs dans les différentes filières universitaires, afin de trouver des solutions, de contribuer à la gestion des crises épidémiologiques et de réaliser des projets de recherche se rapportant aux domaines liés au virus.

Ces équipes œuvreront en vue d'ap-

porter des éléments de réponse aux questions relatives à l'analyse de la propagation du nouveau coronavirus et à la saisie de ses différentes dimensions au Maroc, d'élaborer des recommandations appropriées pour mieux gérer les périodes de transition et post-pandémie, et permettre un retour à la normale dans le Royaume, outre les enseignements tirés de cette pandémie et les mesures préventives à prendre à l'avenir.

Plaidoyer à Marrakech pour une adaptation des contenus numériques aux besoins des malvoyants

Les participants à une visioconférence organisée, vendredi soir, sous le thème "Enseignement inclusif et responsabilité sociale à l'Université Cadi Ayyad (UCA) dans le contexte de la pandémie de Covid-19" ont appelé à adapter les contenus numériques aux spécificités et besoins des personnes souffrant d'une déficience visuelle, afin de leur permettre une meilleure adaptation à la nouvelle offre de formation à distance.

Les intervenants à cette rencontre virtuelle organisée par le Centre d'enseignement inclusif et de responsabilité sociale

(CEIRS) relevant de l'UCAM, ont souligné que l'enseignement à distance qui offre beaucoup d'avantages demeure, tout de même, porteur d'une certaine discrimination à l'égard des étudiants qui, pour des raisons diverses, éprouvent des difficultés d'adaptation.

Dans ce cadre, les participants ont appelé à faciliter l'accessibilité numérique pour les personnes souffrant d'un handicap visuel et la mise à disposition de supports pédagogiques adaptés pour cette catégorie sociale.

Cette catégorie d'étudiants rencontre aussi des problèmes au niveau de l'accès à l'information,

ont-ils déploré, notant que les personnes en déficience visuelle nécessitent un accompagnement dans la durée.

Dans ce cadre, le président de l'Université Cadi Ayyad (UCA), Moulay El Hassan Ahdid, a indiqué que cet établissement universitaire accorde beaucoup d'importance à l'intégration des étudiants en situation de handicap, faisant savoir que l'UCA œuvre en vue de réduire la fracture numérique, de manière à ce que l'enseignement à distance puisse profiter à tous les étudiants. Et de poursuivre que l'UCA, à travers son CEIRS, s'est mobilisée pour accompagner et appuyer ses étudiants notamment ceux en situation de vulnérabilité pendant cette période de confinement.

Cet accompagnement et cet appui, mis en place en coordination avec des acteurs privés et associatifs, ont permis de répondre aux besoins identifiés auprès de quatre catégories d'étudiants (les étudiants en situation de fragilité psychologique, les étudiants en situation de vulnérabilité économique, les étudiants en situation de handicap et les étudiants intermédiaires), a-t-il précisé. Et de

souligner que l'UCA travaille, en collaboration avec les conseils élus, afin d'élargir les accessibilités pour les établissements universitaires et dans les moyens de transport commun.

Dans la foulée, il a présenté la stratégie de l'université dans le domaine de l'enseignement inclusif et la responsabilité sociale, une feuille de route visant à répondre aux besoins des étudiants et à garantir l'égalité des chances aux étudiants en situation de précarité.

Cette stratégie repose sur des organes institutionnels tels que les centres d'écoute et les clubs et des entités de soutien psychologique des étudiants entre autres, a-t-il expliqué, indiquant que l'UCA a procédé au suivi de la situation de plus de 800 étudiants, qui n'ont pas pu rejoindre leurs familles en raison de l'état d'urgence sanitaire, dont des étudiants étrangers.

De son côté, la directrice de l'Ecole nationale de commerce et de gestion (ENCG) de Marrakech, le Pr. Fatima Arrib, a fait savoir que la responsabilité sociale représente la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau de l'uni-

versité, relevant qu'avec 100.000 étudiants, l'UCA constitue un acteur incontournable aux niveaux local, national et continental. Et de souligner une adhésion effective de l'UCA sans le domaine des questions sociales et économiques à travers, notamment, le transfert du savoir aux opérateurs socioéconomiques.

La directrice du CEIRS, Samia Berrada, a, pour sa part, souligné que l'enseignement inclusif au sein de l'UCA repose sur trois approches, à savoir : une approche de droit, une approche économique et une approche sociale, faisant remarquer que la pandémie du coronavirus a renforcé les vulnérabilités.

L'étudiant Lys Pasteur, président d'une association d'étudiants étrangers, a, quant à lui, livré son témoignage sur la responsabilité sociale et l'enseignement inclusif au sein de l'UCA, ajoutant que les étudiants étrangers sont de véritables ambassadeurs du Maroc auprès de leurs pays.

Dans ce contexte, il a conclu que cette catégorie d'étudiants a besoin, en ces circonstances exceptionnelles, d'écoute et de soutien psychologique.



Abusivement inégalitaire mon Maroc



« **L**e Maroc et l'Égypte sont les deux pays les plus inégalitaires de la région mais avec des inégalités extrêmes très fortes au Maroc. D'autant que la part occupée par les revenus des 1% les plus riches demeure supérieure à celle des 50% les plus pauvres, ce qui n'a jamais été le cas en Égypte. Ces deux pays sont également ceux qui déploient l'effort redistributif le plus important dans la région mais sans que cela ne fasse baisser les inégalités dans leurs pays respectifs ». C'est ce qui ressort d'un récent document de l'Observatoire tunisien de l'économie sur les inégalités et la fiscalité en Afrique du Nord.

Selon les rédacteurs de ce document, si l'Algérie apparaît comme le pays le moins inégalitaire en Afrique du Nord, le Maroc est, pour sa part, classé comme le plus inégalitaire. L'augmentation la plus forte des inégalités a eu lieu entre les années 1998 et 2007 alors que le pays n'était pas sous ajustement structurel mais il était plutôt entré dans un processus d'intégration structurel avec l'Union européenne dans le cadre des accords d'association. Mais entre 2007 et 2013, il y a eu une légère baisse des inégalités.

Ledit document précise, en outre, que la structure des inégalités au Maroc, comme celle de la Libye et de l'Égypte se rapprochent du modèle russe avec une particularité pour le Maroc où les pauvres détiennent une part beaucoup moins importante que dans les deux autres pays mais cette part ne descend pas en-deçà des 10% comme sur la totalité du continent africain. « Dans les cinq pays d'Afrique du Nord, la classe riche ne dépasse pas les 50% du revenu national comme c'est le cas sur la totalité du continent africain et au Moyen-Orient malgré

le fait que l'Afrique du Nord est à la croisée de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Avec une classe moyenne qui détient plus de 35% du revenu national, nous sommes loin du modèle moyen oriental. Tandis qu'avec une classe pauvre qui détient entre 15 et 20% du revenu national, nous ne sommes pas proches du modèle africain », indique le document.

En termes d'inégalités extrêmes dans la région, le Maroc demeure le seul pays où les 1% les plus riches détiennent plus de revenus que les 50% les plus pauvres. De l'autre côté de la frontière, en Algérie, la classe pauvre détient deux fois plus de revenus que les 1% les plus riches du pays. En Égypte, il est intéressant de noter que d'un côté les 1% les plus riches détiennent

une part plus importante qu'en Libye ou en Tunisie, mais de l'autre côté la classe pauvre détient également une part plus importante que pour ces deux pays. « Nous pouvons voir apparaître trois groupes distincts. Le premier groupe rassemble l'Algérie et la Tunisie où les inégalités extrêmes ont été fortement réduites avec une part des 1% les plus riches qui se situe aux alentours de 20% et une part des plus pauvres de 13-14% à la fin des années 80. La part des 1% les plus riches est passée en dessous de celle des plus pauvres en 1992 pour l'Algérie et en 2002 pour la Tunisie. C'est le seul groupe où la tendance des inégalités extrêmes a été inversée. Le deuxième groupe rassemble l'Égypte et la Libye où les inégalités extrêmes n'ont pas fortement évolué mais où la part des plus pauvres a toujours été supérieure de plusieurs points à celle des 1% les plus riches. Enfin le dernier groupe concerne le Maroc où à l'inverse de l'Égypte et de la Libye, la part occupée par les 1% les plus riches a toujours été supérieure à celle des plus pauvres avec un pic en 2007 où les plus riches détenaient 20% du revenu national contre seulement 14% pour les plus pauvres », précise l'Observatoire tunisien de l'économie.

En ce qui concerne la redistribution fiscale et sociale en Afrique du Nord, le document révèle que l'Égypte est le pays qui dépense le plus en termes de protection sociale avec près de 10% de son PIB, loin devant les autres pays africains. La Tunisie est classée cinquième pays d'Afrique avec des dépenses de protection sociale de 6,2% puis viennent l'Algérie, le Maroc et la Libye avec des dépenses de protection sociale qui se situent respectivement à 4,8%, 4,5% et 4,4%.

Pour le Maroc, les rédacteurs du document observent un effort redistributif à

peu près constant avec une différence entre l'indice de Gini avant et après taxes et transferts qui tourne autour de 2,5 points. « Une légère augmentation de l'effort redistributif est apparue en 2003 mais celle-ci correspondait également à une légère augmentation de l'indice de Gini avant taxes et transferts. D'après la structure du barème de l'impôt et les statistiques de l'OIT, l'effort redistributif du Maroc lie à la fois une réduction des inégalités par le haut (impôt progressif) et par le bas (transferts sociaux) avec un effort relativement plus conséquent par le haut (taux marginal supérieur le plus élevé de la région) comparé aux autres pays de la région. Cependant, au vu de la structure des inégalités et de l'évolution de l'indice de Gini, cet effort n'est jusqu'à présent pas suffisant pour réduire les inégalités au Maroc », note le document. Et de conclure : « L'Égypte a adopté une stratégie de réduction des inégalités par le bas à travers une politique généreuse de protection sociale envers les plus pauvres. Cependant, l'indice de Gini de l'Égypte n'a cessé d'augmenter marquant l'insuffisance de la stratégie adoptée.

De son côté, le Maroc a adopté une stratégie proche de celle de l'Algérie et de la Tunisie où l'effort redistributif a diminué au moment même où la part des 1% les plus riches est passée en dessous de celle des 50% les plus pauvres, respectivement en 2002 et 1993. Mais sans que cela ne fasse baisser son indice de Gini. Cette stratégie a permis au Royaume de ne pas voir son indice de Gini augmenter comme en Égypte, notamment à travers un impôt sur le revenu plus progressif, mais les inégalités extrêmes sont tellement fortes au Maroc que cette stratégie est insuffisante pour faire baisser les inégalités ».

Hassan Benteleb



Trop peu nombreux, ceux qui en ont trop. Trop nombreux, ceux qui ont des brouilles

Dr. Kaouthar Lbiati

Le Maroc peut devenir un hub industriel du médicament

Dans un entretien accordé à Abdelilah Edghougui de l'agence MAP, Dr. Kaouthar Lbiati, médecin, spécialiste des politiques de santé internationales (London School of Economics Alumni) et experte auprès de l'Institut marocain d'intelligence stratégique (IMIS), décrypte le haut potentiel de l'industrie pharmaceutique marocaine afin de devenir un "hub industriel" pour l'export international.

Membre du Conseil stratégique au sein de la société pharmaceutique américaine "Cytovial Therapeutics" de biotechnologie, basée aux Etats-Unis et spécialisée dans les thérapies cellulaires appliquées aux cancers, Dr. Kaouthar Lbiati souligne que le Royaume pourrait devenir une plateforme technologique médicale incontournable "Maroc-TECH" à l'aune de la reprise économique post-Covid-19 :

Certains experts estiment que le Maroc post-Covid-19 peut devenir "un hub industriel" qui constitue un "plan B" à la Chine pour l'Europe et l'Amérique. Pensez-vous que cela pourrait s'appliquer à notre industrie pharmaceutique ?

Le Maroc présente de nombreux atouts ; sa géographie, le niveau de développement de son secteur industriel conjugué à son bas coût de travail. Le Maroc est en effet un bon candidat pour être un hub industriel du médicament d'autant plus qu'il est signataire de plusieurs traités commerciaux avec l'Europe et les Etats-Unis.

Mais le Maroc est exposé à la concurrence des pays asiatiques émergents (Vietnam, Thaïlande, Philippines, Indonésie...), ainsi que celle des pays d'Afrique du Nord (Egypte, Tunisie). Il faudrait espérer que l'agilité stratégique en réponse à la crise du Covid-19 qu'a affichée le secteur industriel marocain (approvisionnement en volumes importants de la communauté internationale en masques, ventilateurs et matériel médical), le favorise en particulier vis-à-vis de l'Europe en comparaison avec ses concurrents d'Afrique du Nord.

Par ailleurs, la crise du Covid-19 a révélé une interdépendance des chaînes logistiques "supply chain" mondiales notamment dans le secteur pharmaceutique. A présent, il existe une forte dépendance des Etats-Unis et des pays européens vis-à-vis de la Chine et de l'Inde.

La crise du Covid-19 a également démontré qu'il était crucial, et ce pour des raisons de sécurité nationale, que les Etats soient moins dépendants de la Chine dans leur production et que la continuité des chaînes logistiques, notamment pour les produits essentiels comme l'alimentation et le médicament, soit assurée pendant les prochaines crises mondiales (i.e. pandémie).

Dans ce contexte, la solution optimale serait de repenser un système international capable de produire suffisamment pour approvisionner le monde en cas de crise ou de pandémie.

C'est la stratégie "Chine+1" et "Inde +1" et c'est dans cette niche où le Maroc pourrait s'insérer pour apporter sa plus grande valeur ajoutée en particulier à l'Europe et à l'Afrique du fait de sa proximité géographique stratégique.

Par conséquent, le Maroc ne serait pas un plan "B" à la Chine ni à l'Inde, mais un

hub industriel à part entière en plus de la Chine et de l'Inde.

L'industrie pharmaceutique mondiale est engagée dans une course effrénée pour trouver un vaccin et des thérapies pour traiter le Covid-19. Quelles opportunités ce contexte offre-t-il à l'industrie pharmaceutique marocaine ?

Les opportunités que la crise Covid-19 offre au Maroc sont énormes. Et si celles-ci sont bien saisies, elles lui permettront de faire un saut qualitatif dans la catégorie des pays émergents pour y rester.

Le Maroc devrait réfléchir à une stratégie industrielle afin d'augmenter ses capacités de fabrication locale en tests diagnostiques, et ce dans le cadre d'une stratégie nationale et régionale, voire continentale, de préparation à de futures pandémies.

A court terme, la thérapie à partir d'anticorps monoclonaux issus de plasma convalescents semble prometteuse. C'est une procédure qui consiste à isoler les anticorps à partir du sang obtenu auprès de personnes qui ont été infectées par le coronavirus. Ces anticorps ont le potentiel d'être réinjectés à d'autres malades qui présentent des symptômes sévères de l'infection par Covid-19 et qui nécessitent l'administration d'un traitement.

A court et moyen termes, l'Hydroxychloroquine (HCQ) est une grande opportunité pour le Maroc. A présent, l'Inde fabriquerait (70%) de la demande mondiale en HCQ. Si la stratégie "Inde + 1" est poursuivie, le Maroc aurait toute sa place pour fabriquer HCQ pour l'Europe et l'Afrique.

Une autre opportunité réside dans la fabrication de produits qui assurent la prise en charge des épisodes sévères d'infections par Covid-19, ceux utilisés en réanimation, et pour la mise en marche des ventilateurs, ainsi que ceux qui rentrent dans le traitement de plusieurs comorbidités associées.

A long terme, les vaccins et la recherche antimicrobienne pourraient être un axe de développement pour le Maroc. Développer une industrie locale de vaccins vise à assurer la sécurité sanitaire nationale mais c'est aussi une industrie à fort potentiel d'export vers les pays d'Afrique, d'Amérique latine, la Russie, la région MENA ainsi que vers l'Europe à condition de réussir à obtenir le label de la préquali-

fication de l'OMS. Il s'agit néanmoins d'une stratégie à moyen terme (4 - 5 ans). Et la notion d'économie d'échelle y est cruciale afin d'optimiser la production de plusieurs vaccins tout au long de l'année, et ce pendant et en dehors des périodes d'épidémies.

Quelle stratégie industrielle pharmaceutique le Maroc pourrait-il adopter après la crise du Covid-19 ?

L'industrie pharmaceutique au Maroc doit jouer un rôle plus important au-delà de la distribution de médicaments. Elle doit d'abord comprendre les nouvelles orientations stratégiques de la santé publique fixées par le gouvernement et l'écosystème de santé dans lequel elle s'inscrit et opère. Ensuite, elle devra également prendre des initiatives et proposer sa contribution positive à ce changement dans la période post-Covid.

Par exemple, les technologies destinées à l'export sont à définir avec les industriels basés au Maroc à travers des discussions approfondies avec les membres d'associations de professionnels pharmaceutiques (AMIP, LEMM) et en étroite collaboration avec l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE) afin de faire du Maroc une des destinations préférées pour les investisseurs locorégionaux et étrangers.

L'industrie du cannabis médical est une immense opportunité pour le Maroc. Le marché mondial de l'industrie du cannabis est de \$23 milliards à l'horizon de 2023. Des pays comme l'Ouganda et le Liban, sont très actifs dans le domaine de la production agricole du cannabis. Cette industrie nécessite toutefois de repenser le cadre réglementaire et légal marocain dans un esprit d'efficacité économique et d'inclusion du secteur informel associé à la production du cannabis au Maroc.

Par ailleurs, le Maroc devrait rapidement rattraper son retard et se positionner de manière compétitive comme la start-up nation de l'Afrique et du Moyen-Orient avec une affinité et une avidité pour l'export à l'international.

Pour cela, il doit investir dans le domaine de la machine Learning (ML) et de l'intelligence artificielle (IA). La technologie basée sur le ML et l'IA promet d'optimiser la manière avec laquelle les soins médicaux sont dispensés au Maroc et de réduire les inégalités, entre le monde urbain et rural,

d'accès aux prestataires de soins (médecins et infirmiers) mais aussi l'accès à des soins de qualité, et ce grâce à une bonne pénétration des télécommunications sur le territoire national.

De plus, les produits issus de Maroc-TECH auraient des retombées majeures en termes de santé publique (e.g. dépistage précoce de cancers), création de valeur ajoutée et contribution au PIB national.

A cet égard, il faudrait que l'Etat mette en place et élargisse l'étendue géographique des programmes accélérateurs de start-up et offre un accompagnement personnalisé aux entrepreneurs, crée un écosystème qui attire les sources de financements privés régionaux et internationaux (venture capital), réoriente les capitaux nationaux disponibles vers le secteur de la TECH et renforce le cadre légal de la propriété intellectuelle, des données personnelles y compris les données digitales.

Comment peut-on s'affirmer et se confirmer davantage sur la scène internationale en mettant en exergue cette industrie ?

On peut le faire si on respecte quatre points, à savoir :

- Afficher et communiquer sur la volonté politique de développer des secteurs de santé identifiés comme stratégiques.

- Faire du Maroc la Start-up nation pour la TECH tournée vers l'international.

- Créer immédiatement des équipes missionnaires composées d'hommes d'affaires, d'industriels et membres du ministère de l'Industrie et du Commerce. Le rôle de ces agents serait de donner de la visibilité au Maroc à l'étranger, communiquer sur la politique industrielle soutenue par les plus hautes instances du pays, faire de la prospection auprès des manufacturiers étrangers à propos de nouvelles technologies dont la fabrication est compatible avec les ressources marocaines et qui seraient destinées vers l'export, attirer les capitaux et les industriels du monde et enfin conclure des partenariats avec les pays d'intérêt à l'échelle mondiale.

- Organiser un groupe de travail national "Task-Force" comprenant des industriels, stratèges du ministère de l'Industrie et du Commerce et dirigeants de l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE) afin d'identifier les opportunités immédiates à mettre en place.





L'Europe se déconfiné, l'Amérique latine inquiète



L'Espagne a retrouvé lundi ses plages, l'Italie ses piscines: l'Europe poursuit son déconfinement après des semaines de paralysie en raison du coronavirus, qui a fait plus de 343.000 morts à travers la planète et continue sa progression notamment en Amérique latine.

A Madrid et Barcelone, c'est une immense bouffée d'air: jusqu'alors toujours soumis à un des confinements les plus stricts au monde face à la pandémie partie de Chine fin 2019, les habitants des deux principales villes d'Espagne ont commencé lundi à bénéficier d'un premier allègement, avec la réouverture des terrasses et des espaces verts.

Dès l'aube, des centaines de Madrilènes ont pris d'assaut le parc du Retiro, dont les portes ont rouvert pour la première fois en dix semaines.

"La réouverture du Retiro m'apporte une certaine sérénité, un certain réconfort", savourent Rosa San José, 50 ans, venue se promener en tenue de sport et avec un masque blanc. Sur une grande partie du littoral espagnol, les plages ont également rouvert.

Autre pays lourdement frappé par le virus, l'Italie a franchi une nouvelle étape dans la levée des restrictions, avec la réouverture des salles de sports et des piscines, une semaine après celle des restaurants.

En Islande, les noctambules attendent avec impatience le soir: les discothèques sont autorisées à rouvrir, un rare privilège en Europe. Dans la matinée, les sportifs ont pu retrouver leurs salles de gym.

"C'est super de pouvoir reprendre, de retrouver ma routine", jubile Helga Bergman, 55 ans, qui n'aurait pour rien au monde raté la réouverture de sa salle favorite, le World Class Laugar, à Reykjavik.

En Grèce, les terrasses des tavernes et cafés ont rouvert lundi, une semaine plus tôt que prévu pour soutenir le secteur de la restauration avant un retour espéré des touristes à la mi-juin.

Dans le quartier de Thissio, au pied de l'Acropole, des Athéniens ont repris leurs habitudes, dégustant leur café "freddo" au soleil. A Kiev, la capitale ukrainienne, le métro a repris du service.

Partout, les distances de sécurité et les gestes barrières sont de mise pour éviter une possible deuxième vague, redoutée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le Japon a levé lundi l'état d'urgence qui était encore en vigueur notamment à Tokyo, afin de permettre le redémarrage de la troisième économie du monde, alors que le nombre de nouveaux cas de Covid-19 ne cesse de décroître dans le pays.

En Inde, les vols intérieurs ont repris lundi après deux mois d'interdiction, mais de façon partielle et dans une certaine confusion, certains d'entre eux étant annulés à la dernière minute.

Parmi les conditions pour pouvoir embarquer: se soumettre à une prise de température et disposer de l'application de traçage du gouvernement, Aarogya Setu.

Malgré les précautions, la nervosité était palpable parmi les salariés de l'aéroport de New Delhi. "Interagir avec tant de gens à cette époque est si risqué. J'ai dû être en contact avec au moins 200 personnes depuis ce matin", a confié une employée à l'AFP.

Si la pandémie apparaît sous contrôle en Europe et ralentit sa progression aux Etats-Unis, elle accentue ses ravages en Amérique latine, son "nouvel épice" selon l'OMS.

Particulièrement frappé: le Brésil, où plus de 22.600 morts ont été dénombrés. Hostile aux mesures de confinement et aux gestes barrières, le président d'extrême droite Jair Bolsonaro n'a pas hésité dimanche à prendre un bain de foule à Brasília, tombant le masque, serrant des mains et portant même un enfant sur ses épaules.

Face à cette dégradation, le président américain Donald Trump, pourtant un allié de M. Bolsonaro, a interdit dimanche l'entrée aux Etats-Unis aux voyageurs non-américains arrivant du Brésil.

Alors que la barre des 100.000 morts doit être atteinte cette semaine aux Etats-Unis, pays le plus endeuillé de la planète, les draps ont été mis en berne pour trois jours.

Le déconfinement se poursuit cependant à travers le pays avec là aussi la volonté de relancer l'économie. Les New-Yorkais ont ainsi pu redécouvrir la plage dimanche.

Mais au Mexique, le président Andres Manuel Lopez Obrador a prévenu que le pays se trouvait "au moment le plus douloureux de la pandémie". Il a estimé que la crise allait entraîner la perte d'un million d'emplois dans son pays en 2020.

Au Chili, le président Sebastian Piñera a jugé que le système de santé du pays était saturé et "très proche de la limite".

Le Pérou a prolongé le confinement jusqu'au 30 juin. En Argentine, l'isolement social obligatoire a été prolongé jusqu'au 7 juin, alors que les contaminations ont été multipliées par cinq à Buenos Aires en deux semaines.

En Allemagne, à l'inverse, la plupart des restaurants ont pu rouvrir lundi, comme certains hôtels.

Le Royaume-Uni a confirmé dimanche son plan de déconfinement progressif, avec une réouverture partielle des écoles le 1er juin.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a décidé dimanche de maintenir à son

poste son conseiller spécial Dominic Cummings, au cœur d'une tempête politique pour avoir violé le confinement en se rendant fin mars chez ses parents à 400 km de Londres, alors qu'il craignait d'être atteint du Covid-19.

Les conséquences de la pandémie ne cessent de faire monter la tension entre la Chine, où la maladie est apparue à Wuhan, et les Etats-Unis, qui l'accusent d'avoir été négligente et d'avoir provoqué, selon les termes de Donald Trump, "une tuerie de masse mondiale".

Les autorités de Pékin assurent, elles, avoir été transparentes.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a jugé que les deux pays, déjà à couteaux tirés depuis deux ans en raison de leur guerre commerciale, étaient "au bord d'une nouvelle Guerre froide".

"Outre la dévastation causée par le nouveau coronavirus, un virus politique se propage aux Etats-Unis", a déclaré le chef de la diplomatie chinoise.

La Thaïlande entre dans la course au vaccin

La Thaïlande a commencé à effectuer des tests sur des macaques, espérant pouvoir commercialiser d'ici fin 2021 un vaccin contre le coronavirus, a-t-on appris lundi auprès des développeurs du projet.

Plus de 100 recherches sont actuellement en cours dans le monde, dont huit ont déjà atteint le stade des essais sur l'homme, d'après l'Organisation mondiale de la Santé.

Nous espérons produire un vaccin "qui sera commercialisé à un prix plus abordable" qu'en Europe ou aux Etats-Unis, a expliqué à l'AFP Suchinda Malaivijitnond, directrice du Centre thaïlandais de recherche sur les primates.

Après des essais positifs sur des souris, elle a supervisé samedi des injections à un premier groupe de 13 singes.

Son équipe travaille en collaboration avec l'Université de Pennsylvanie aux Etats-Unis et s'appuie sur une nouvelle technologie, jamais utilisée pour fabriquer un vaccin: l'ARN messager (ARNm) qui transporte le code génétique de l'ADN aux cellules.

Cette méthode vise à donner au corps les informations génétiques nécessaires pour déclencher préventivement une protection contre le coronavirus.

L'un des vaccins expérimentaux les plus avancés dans le monde, celui de la société biotechnologique américaine Moderna, à qui le gouvernement américain a accordé près d'un demi-milliard de dollars, est aussi développé via cette technologie.

Si les tests sur les macaques sont positifs, les essais sur l'homme pourraient commencer en octobre et un vaccin pourrait être disponible "d'ici un an et demi", relève Kiat Ruxrungtham de l'Université de Chulalongkorn à Bangkok, partenaire du projet.

Son rêve: pouvoir offrir la technologie du vaccin anti-coronavirus aux pays pauvres de la région comme le Cambodge, le Laos ou encore la Birmanie.

Noam Chomsky

Les États-Unis courent au précipice



Les États-Unis courent à la catastrophe, en raison de l'absence de stratégie fédérale contre la pandémie, d'assurance-santé pour tous et de leur mépris pour le changement climatique, a indiqué à l'AFP le philosophe américain Noam Chomsky, considéré comme l'un des pères de la linguistique moderne.

Très engagé à gauche, cet influent intellectuel de 91 ans, auteur d'une centaine d'ouvrages et professeur à l'Université d'Arizona, est confiné depuis deux mois dans sa ville de Tucson, avec sa femme brésilienne, leur chien et leur perroquet.
Extraits de l'entretien.

Question: Comment analysez-vous ce qui se passe aux États-Unis, pays le plus durement touché par le coronavirus?

Réponse: Il n'y a pas de direction cohé-

rente. La Maison Blanche est tenue par un sociopathe mégalomane, qui ne s'intéresse qu'à son propre pouvoir, aux échéances électorales. Il faut bien sûr qu'il maintienne le soutien de sa base, qui comprend les grandes fortunes et les grands patrons.

Quel paysage politique émergera selon vous de la crise, aux États-Unis et dans le monde? Va-t-on vers un monde plus démocratique ou au contraire un renforcement des nationalismes et extrémismes?

Dès son arrivée au pouvoir, (Donald) Trump a démantelé toute la machine de prévention des pandémies, coupant le financement des Centres de prévention des maladies (CDC), annulant les programmes de coopération avec les scientifiques chinois pour identifier les virus potentiels. Les États-Unis étaient particulièrement mal préparés.

La société (américaine) est privatisée, très riche, avec de gros avantages (...) mais dominée par les intérêts privés. Il n'y a pas de système de santé pour tous, absolument crucial aujourd'hui. C'est l'ultime système néolibéral.

Par bien des aspects l'Europe est pire, avec des programmes d'austérité qui ampli-

fient le danger, des attaques portées à la démocratie, le transfert de décisions à Bruxelles et la bureaucratie de la +troïka+, non élue (Commission européenne, BCE, FMI, ndlr). Mais au moins elle a un reste de structure socio-démocrate qui apporte un certain soutien, et qui manque aux États-Unis.

Mais aussi grave que soit la pandémie, ce n'est pas le plus grave. On se remettra de la pandémie, moyennant un coût très élevé. Mais on ne se remettra pas de la fonte des calottes glaciaires des pôles et de la montée du niveau des mers et autres effets délétères du changement climatique.

Que faisons-nous là-dessus? Chaque pays fait quelque chose, pas assez. Les États-Unis eux en font beaucoup, courant au précipice, en éliminant programmes et régulations qui pourraient atténuer la catastrophe.

C'est la situation actuelle, mais ça peut changer. Il y a des forces mondiales qui luttent contre. La question est de savoir comment ces forces émergeront. C'est ce qui déterminera le sort du monde.

De nombreux pays utilisent la technologie pour surveiller leur population

afin de combattre le virus. Sommes-nous dans une nouvelle ère de surveillance numérique?

Il y a des sociétés qui développent des technologies qui permettent aux employeurs de voir ce que leurs employés ont sur leur écran d'ordinateur, de vérifier vos frappes sur le clavier, et, si vous vous éloignez de votre écran, de comptabiliser ça comme une pause. L'"internet des choses" est en marche. Tout objet domestique contient de l'électronique. C'est pratique (...) mais l'information va aussi à Google, Facebook et au gouvernement. Cela donne un potentiel énorme de contrôle et de surveillance, et c'est déjà là, ce n'est pas dans le futur.

Si on laisse ces géants technologiques contrôler notre vie, c'est ce qui se passera. Cela ressemblera à la Chine, où il y a des systèmes de +crédits+ sociaux, de la technologie de reconnaissance faciale partout. Tout ce que vous faites est surveillé. Vous traversez un mauvais endroit, vous pouvez perdre des crédits.

Ce n'est pas inévitable, de même que le changement climatique n'est pas inévitable. On peut laisser ça se produire, ou l'arrêter.

Au Qatar, l'application de traçage du coronavirus suscite un tollé

Une application de traçage des personnes infectées par le nouveau coronavirus, dont l'utilisation est obligatoire au Qatar sous peine de prison, a suscité un rare tollé, poussant les autorités à tenter de rassurer la population de cet émirat gazier.

Plusieurs pays ont lancé des applications sur téléphone portable pour tracer les mouvements des personnes qui s'avèrent infectées par le virus et prévenir celles ayant été en contact avec elles, permettant aux autorités de surveiller la propagation de la maladie Covid-19.

Des militants pour la protection des données personnelles ont alerté des risques soulevés quant à l'utilisation de ce genre d'applications pour localiser les utilisateurs.

Lancée en avril, la version qatarie requiert même des utilisateurs d'Android de permettre l'accès à leurs photos et vidéos ainsi que l'autorisation d'émettre des appels, ce qui a provoqué un tollé.

L'installation de l'application "Ehteraz" (précaution en arabe) a été rendue obligatoire vendredi pour tous les citoyens et résidents du Qatar qui compte l'un des taux d'infection par habitant les plus élevés.

Les mesures prises par le Qatar pour conte-

nir la pandémie sont parmi les plus strictes au monde. Une personne ne portant pas de masque de protection en public peut écopier d'une peine allant jusqu'à trois ans de prison.

Environ 44.000 des 2,75 millions d'habitants ont officiellement été testés positifs à la maladie Covid-19, soit 1,6% de la population, et 23 décès ont été recensés.

L'obligation d'installer l'application intervient au moment où les autorités des pays musulmans ont averti d'une possible hausse des infections causée par les rassemblements de l'Aïd el-Fitr qui marque la fin du ramadan.

Toute personne ne l'ayant pas téléchargé peut écopier d'une peine allant jusqu'à trois ans de prison, mais les autorités ont toutefois indiqué qu'elles feraient preuve "de compréhension".

Hiba Zayadin, chercheuse pour Human Rights Watch (HWR) soulève deux problèmes. D'abord, "de nombreux travailleurs migrants dans le pays n'ont pas de téléphones compatibles qui leur permettraient de télécharger l'application".

En puis, l'application est extrêmement envahissante avec un éventail d'autorisations permettant au gouvernement d'accéder à des choses qui ne sont pas nécessaires pour tracer les contacts (...) et qui représentent une inquiétante atteinte à

la vie privée", ajoute Mme Zayadin. L'interface simple de l'application présente des codes barres colorés contenant le numéro d'identité de l'utilisateur: vert pour en bonne santé, rouge pour les personnes positives au virus, jaune pour celles en quarantaine et gris pour celles suspectées d'être infectées ou ayant été en contact avec des cas.

Selon des médias locaux, les forces de sécurité ont vérifié l'installation de l'application dimanche lors de contrôles aux checkpoints installés à travers le Qatar.

Justin Martin, professeur de journalisme basé au Qatar, a prévenu sur Twitter les autorités de ne pas "saper" la confiance des habitants en imposant l'utilisation d'"une application avec des autorisations inquiétantes".

Selon des internautes, l'application use la batterie et ne peut être installée sur d'anciens iPhone. "Les gens dépensent de l'argent et font la queue pour acheter des téléphones mobiles jetables", écrit Janko, un ingénieur expatrié, dans un commentaire sur Google Play store.

Des informations ont également fait état d'utilisateurs classés par erreur comme "en quarantaine" ou "cas suspects".

Les critiques contre le gouvernement sont rares au Qatar et la loi de lèse-majesté criminalise l'irrespect envers les hauts responsables.

Mais sur des groupes Facebook populaires parmi les expatriés de Doha, des personnes ont fait part de leur inquiétude concernant l'application et leur vie privée.

"Pour que cela fonctionne, ils ont besoin d'un grand nombre de personnes utilisant. Si les gens sont dissuadés parce que l'application va trop loin, cela constituerait un problème", affirme à l'AFP l'avocat en technologies, Rahul Matthan.

"Il n'est pas nécessaire d'avoir accès aux photos et à d'autres choses. Mais cela pourrait être un bon outil. C'est une bonne manière de choisir les personnes à tester en priorité", dit-il.

Selon Mohamed ben Hamad Al-Thani, un responsable du ministère de la Santé, les données recueillies à travers ces applications sont "totalement confidentielles".

Des sources officielles insistent sur le fait que ces données ne peuvent être consultées que par des personnes travaillant dans le secteur de la santé.

"Il y aura une mise à jour de l'application Ehteraz pour prendre en compte ces inquiétudes et améliorer son efficacité", a ajouté M. Al-Thani dans une interview jeudi à la télévision d'Etat.

Une nouvelle version de l'application est sortie dimanche sur Apple et Android, promettant des "corrections mineures".

Les médias traditionnels et les médias sociaux à l'ère du coronavirus.

Horizons

Depuis son apparition en décembre 2019 à Wuhan en Chine, la pandémie de Covid-19 ne cesse d'alimenter les médias et les réseaux sociaux à travers le monde. Elle a traversé les cinq continents en un temps record en causant la tragédie dans plus de 193 pays et en charriant son cortège le plus souvent d'une multitude de rumeurs catastrophistes et de fausses nouvelles.

La désinformation, à l'ère du virus à couronne, a pris des formes diverses et variées. De l'approximation des chiffres des nouveaux cas affectés et des morts à l'annonce des révélations dépourvues de preuves et sans sources fiables en passant par les innombrables thèses complottistes, de nombreux supports communiquent des « fake news ».

Pour les médias qui traversaient déjà une crise de confiance avec les citoyens, l'épidémie du coronavirus est une véritable épreuve. Près de la moitié des citoyens confinés dans le monde continuent de rester cramponnés à leurs écrans à l'affût de toute nouvelle information sur la plus grave crise sanitaire qu'ait connue le monde depuis un siècle, comme la nature du virus, son vaccin, les mesures de prévention et de protection, et les perspectives d'un reconfinement ou d'un déconfinement.

D'ailleurs, selon un sondage réalisé du 6 au 10 mars 2020 par la société américaine de conseil en relation publique Edelman, « dès le début du mois de mars, plus de 90% des Italiens, Japonais et Coréens s'informaient une fois par jour sur les actualités liées au virus, et plus de la moitié plusieurs fois par jour ».

Cette crise actuelle pourrait être une occasion sine qua non pour les médias de reconstruire ou renforcer la confiance avec les lecteurs, car selon un autre sondage réalisé par l'Institut Ipsos en faveur du média Axios, « pour s'informer sur le virus, la moitié des Américains continuent de faire confiance aux médias traditionnels, et beaucoup moins aux réseaux sociaux ». Il est important de noter, en l'occurrence, que seules les informations exactes, voire fiables sont bel et bien vitales en temps de crise sa-



nitaire. Les médias traditionnels ont un rôle à jouer. Un rôle clef !

En ces temps de crise, les médias publics et privés ont rempli une mission de service public. L'information est considérée comme un bien commun. Parallèlement, les médias sociaux sont devenus également un espace incontournable d'échange des informations sur le virus par les citoyens du monde entier. Un espace de débat public, de partage de solidarité, d'humour et de conseils sur les plans les plus efficaces pour s'adapter au confinement. Sans oublier d'évoquer que les réseaux sociaux ont regorgé, depuis l'apparition du virus, de messages qui témoignent de la reconnaissance aux professionnels présents sur la ligne de front contre le coronavirus, notamment les personnels soignants.

Au moyen des médias traditionnels, les premières informations sur le Covid-19 ont été annoncées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à travers les points de presse quotidiens. Par la suite, lesdites informations ont été relayées par voie électronique.

Dans plusieurs pays du monde, Facebook a été ainsi un espace dans lequel les services

institutionnels de santé ont publié une panoplie d'informations à travers la technique de la diffusion des vidéos en direct. D'ailleurs, la relation entre les médias traditionnels et ces mêmes institutions a été renforcée à travers l'envoi de communiqués de presse et la participation aux débats télévisés et radiophoniques. Le défi était et demeure de taille pour ces acteurs à part entière pour gérer la crise : sensibiliser et informer avec rigueur et précision les citoyens confinés, en d'autres termes, assurer le bien commun.

Au-delà de l'impact sanitaire, économique et social de la crise du Covid-19, un autre fléau mondial a surgi : la création et la diffusion de centaines de rumeurs et de fausses informations qui ont contribué à la déstabilisation des sociétés en proie déjà à la panique face à la pandémie. Pour endiguer la propagation de ce fléau, Facebook a installé un centre d'information dédié spécialement au coronavirus avant de lancer une grande campagne de vérification et d'évaluation des contenus publiés dans plus de 50 langues. Le résultat est concluant selon Facebook : l'orientation de deux milliards d'internautes vers des sources officielles et la sup-

pression de milliers de contenus.

À l'ère du Covid-19, la solidarité et l'entraide sont aussi maîtres-mots, les médias traditionnels dans le monde arabe en général et au Maroc en particulier ont joué un rôle fondamental en réalisant des émissions pour la collecte des fonds au profit des personnes les plus touchées par la crise. L'implication des médias sociaux dans cette affaire n'a pas tardé à apparaître : Facebook a lancé « Community Help », une nouvelle fonctionnalité qui permet de demander ou de proposer de l'aide. Par la même occasion, le fondateur de Twitter et de la société de paiement électronique Square, Jack Dorsey, a donné un milliard de dollars à la lutte contre le coronavirus.

Les questions sur la date et les scénarios de sortie du confinement se posent et s'imposent encore dans plusieurs pays à travers le monde. Les médias traditionnels et les médias sociaux partagent l'engagement pour lutter contre le Covid-19. Ils sont plus que jamais entre concurrence et surtout complémentarité.

Par Mohamed El-Msiyah
Professeur de FLE.
Docteur en analyse du discours,
USMBA-FLDM-Fès.

BAM opte pour les AOR

Pour assurer un meilleur suivi des réserves de change, Bank Al-Maghrib a annoncé vendredi l'adoption des Avoirs officiels de réserve (AOR) comme unique indicateur de référence des réserves de change et ce, à l'instar des meilleures pratiques internationales en la matière.

Désormais, les différentes publications de la banque feront référence à cet indicateur pour le suivi des réserves de change, fait savoir la banque centrale dans un communiqué, notant que les séries historiques relatives aux AOR depuis 2001 sont disponibles sur le portail institutionnel de la banque.

Les AOR sont définis comme étant «les actifs extérieurs que les autorités monétaires contrôlent directement et dont elles peuvent disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés des changes afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes», explique Bank Al-Maghrib. Ces AOR sont composés des avoirs en or monétaire et en DTS, des avoirs en devises convertibles de la banque centrale et de la position de réserve du Maroc auprès du FMI, ajoute la même source. L'Institut d'émission indique qu'auparavant, il publiait, en plus des AOR, les réserves internationales nettes (RIN). Ces deux indicateurs présentent le même profil d'évolution, avec des niveaux quasi-similaires. A titre indicatif, au 30 avril 2020, les AOR représentaient 6 mois et 11 jours d'importations de biens et services contre 6 mois et 7 jours pour les RIN, relève Bank Al-Maghrib.

Les RIN ont été utilisées, depuis 2012 jusqu'au tirage de la LPL, le 07 avril dernier, comme une mesure définie avec le FMI dans le cadre du programme appuyé par la LPL, alors que l'indicateur AOR est un standard qui s'appuie sur un cadre méthodologique défini dans le Manuel de la balance des paiements du FMI dans sa 6ème édition, et permet sa comparabilité à l'échelle internationale, rappelle la même source.

Les politiques de retour au travail devraient se fonder sur une approche centrée sur l'humain



«Les politiques de retour au travail devraient se fonder sur une approche centrée sur l'humain», a indiqué l'Organisation internationale du travail (OIT) dans deux documents d'orientation destinés à créer des conditions de retour au travail sûres et efficaces durant la pandémie de Covid-19.

Cette approche doit placer les droits et les normes internationales du travail au cœur des stratégies économiques, sociales et environnementales et veiller à ce que les orientations stratégiques s'intègrent dans les systèmes nationaux de sécurité et de santé au travail, a estimé l'OIT.

Selon la note d'orientation, l'organisation explique : « Les politiques de retour au travail doivent être fondées sur une approche centrée sur l'humain, qui place les droits des personnes au cœur des stratégies économiques, sociales et environnementales ».

Dans un communiqué publié récemment, l'organisation a également estimé que « le dialogue social - qui réunit des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs - sera déterminant pour établir des politiques efficaces ainsi que la confiance nécessaire pour un retour au travail en toute sécurité ».

Selon le document, qui se fonde sur des dossiers d'orienta-

tion spécialisés de l'OIT et les normes internationales du travail, « les orientations politiques devront s'intégrer dans les systèmes nationaux de sécurité et de santé au travail (SST), car ceux-ci créent les bases d'environnements de travail sûrs ».

Ainsi, l'OIT a soutenu que ces orientations peuvent contribuer à une culture d'amélioration continue au niveau national, que ce soit dans l'administration, les institu-

tions, la législation, les services d'inspection du travail, la collecte d'informations ou dans d'autres domaines.

Dans sa note, l'OIT a également indiqué que les travailleurs doivent se sentir en sécurité sur leur lieu de travail et protégés aussi bien contre les risques directement liés au Covid-19 que contre les risques indirects, en particulier les problèmes psychosociaux ou les risques ergonomiques liés à des postures de travail inconfortables ou à des équipements inadéquats lorsqu'ils travaillent à domicile.

Le document d'orientation a en outre soutenu que les travailleurs doivent avoir le droit de se retirer d'une situation de travail « dont ils ont des motifs raisonnables de penser qu'elle présente un danger imminent et grave pour leur vie, leur sécurité ou leur santé » et, ce faisant, ils « doivent être protégés contre toute conséquence injustifiée ».

Concrètement, il propose que « chaque milieu de travail, chaque emploi ou chaque groupe d'emplois fasse l'objet d'une évaluation avant le retour au travail, et que des mesures préventives soient mises en œuvre pour garantir la sécurité et la santé de tous les travailleurs ». Ce, selon une hiérarchie de mesures de prévention.

Pour tous ceux qui retourneront sur leur lieu de travail, l'orga-

nisation insiste sur le fait que la priorité doit être accordée aux solutions qui prévoient de remplacer les situations dangereuses par des situations moins dangereuses, par exemple d'organiser des réunions virtuelles plutôt que présentielles.

« Lorsque cela n'est pas possible, une combinaison de mesures de contrôle techniques et organisationnelles sera généralement nécessaire pour prévenir la contagion », a expliqué l'OIT.

Pour Deborah Greenfield, directrice générale adjointe de l'OIT pour les politiques, « des pratiques de travail qui ne seraient pas opti-

males constituent, partout, une menace tant pour la santé des travailleurs que pour la durabilité des entreprises. C'est pourquoi, avant de retourner au travail, les travailleurs doivent être sûrs qu'ils ne seront pas exposés à des risques inconsidérés ». Pour aider les entreprises et les économies à redémarrer au plus vite, elle explique que les travailleurs devront se conformer à ces nouvelles mesures. « Cela signifie que le dialogue social sera particulièrement important, car il constitue le moyen le plus efficace d'apporter des informations et des points de vue utiles pour les politiques et les actions, créant ainsi les meilleures chances d'une reprise rapide et équilibrée », a-t-elle soutenu.

Alain Bouhithy



Les pratiques de travail qui ne seraient pas optimales constituent une menace tant pour la santé des travailleurs que pour la durabilité des entreprises, selon l'OIT

Hausse du PNB consolidé du CIH

Le Groupe CIH Bank a réalisé un produit net bancaire (PNB) consolidé de 665,7 millions de dirhams (MDH) au terme du premier trimestre 2020, en hausse de 13,3% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

La croissance de l'activité commerciale combinée à la poursuite de l'optimisation du coût des ressources a induit la progression de la marge nette d'intérêt de 19,8% et du PNB consolidé de 13,3%, fait savoir la CIH Bank dans un communiqué.

Quant au total bilan consolidé, il s'est établi à 78 milliards de dirhams (MMDH), en progression de 3,9% par rapport à décembre 2019, relève la même source.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation (RBE) consolidé s'est élevé à 94,7 MDH, en baisse de 54,5% par rapport à mars 2019 sous l'effet de l'intégration de 100% du don au fonds Covid-19 dans les frais de gestion en conformité avec les normes IAS/IFRS, souligne CIH Bank.

Baisse du CA de la SNEP

Le chiffre d'affaires (CA) de la Société nationale d'électrolyse et de pétrochimie (SNEP) s'est établi à 220,3 millions de dirhams (MDH) au terme du premier trimestre 2020, en baisse de 11,3% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Au terme du premier trimestre 2020, le CA s'est élevé à 220,3 MDH contre 248,5 MDH à fin mars 2019, indique la société dans un communiqué financier, ajoutant que ce ralentissement des ventes est lié aux premiers effets de la crise de Covid-19 sur son

activité.

Par ailleurs, l'endettement financier a atteint 257,8 MDH à fin mars 2020, contre 324,8 MDH au T1-2019, soit une amélioration de 67 MDH, relève la même source. Ainsi, la SNEP poursuit la réalisation de son plan de développement en veillant de près à ce que ses fournisseurs d'équipements et de services réduisent au maximum les retards de livraison enregistrés ou à venir, causés par la pandémie actuelle, poursuit le communiqué.

Patronat et experts-comptables appellent à réorienter les financements vers les entreprises en difficulté

Le président du Conseil national de l'Ordre des experts-comptables (OEC), Amine Baakili, a souligné, vendredi lors d'une visioconférence, l'importance de réorienter les capacités de financement vers les entreprises en difficulté, en vue de préserver le tissu économique national après la crise du nouveau coronavirus (Covid-19).

"Il faut anticiper qu'un nombre très important de sociétés, notamment les PME et les PMI, auront du mal à s'en sortir de la crise actuelle", a affirmé Amine Baakili qui s'exprimait lors d'un webinar organisé par l'OEC, en partenariat avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), sous le thème "La relance économique post-Covid-19", relevant que la pré-

servation du tissu économique impliquera des financements très importants et donc une réorientation des capacités de financement vers les entreprises en difficulté.

Après avoir noté que les mesures financières d'urgence et les mécanismes de soutien mis en place par le gouvernement ont permis de réduire le choc engendré par l'arrêt brutal de l'économie, le président du Conseil national de l'OEC a appelé à mettre en place d'autres dispositifs alternatifs qui permettront de répondre à la problématique de financement, en particulier pour les entreprises en difficulté.

"Je pense notamment aux marchés financiers qu'il faut redynamiser, aux banques qui doivent participer de manière active à cet effort de financement", a-t-il précisé, ajoutant que l'Etat peut également réfléchir à renforcer ses participations financières dans les entreprises stratégiques en difficulté, même d'une manière temporaire, et à encourager le recours à des moyens alternatifs, dont le Crowdfunding, à travers des mesures fiscales appropriées.

Au sujet de la loi de Finances rectificative, il a indiqué que son élaboration sera "une tâche difficile, faute d'hypothèses fiables, d'autant plus que les effets du Covid-19 changent de manière régulière la donne".

Cette loi de Finances permettra de sauver l'économie nationale à travers des actions de relance, a-t-il dit, estimant qu'elle va probablement intégrer les mesures fiscales prises par le Comité de veille économique, et réaménager les délais des amnisties, comme elle doit clarifier les sujets tels que les délais de droit commun qui ont été reportés pour un certain nombre d'entreprises.

Elle devrait également comprendre certaines mesures pour encourager l'investissement et aider les entreprises à sortir de cette crise, et ce notamment par la recapitalisation par fonds propres des entités en difficulté à travers une revue de la philosophie et le fonds des amnisties qui ont été contenus dans la loi de Finances de 2020, a-t-il ajouté. De son côté, le président du patronat, Chakib Alj, a indiqué que la CGEM a proposé sept mesures phares pour le plan de relance paramétrables selon le secteur et le degré/durée de l'impact de la crise engendrée par la pandémie du nouveau coronavirus, à savoir "la gestion de la masse salariale", "l'extension de l'assurance maladie obligatoire après Aid Al-Fitr" et le "maintien et la priorisation des investissements et des achats publics". Il s'agit également, selon le président de la confédération patronale, "des politiques d'achats publics et d'une orientation vers le contenu local".



"des dettes de long terme conditionnées", "des mécanismes pour la reconstitution des fonds propres" et "d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) incitative à la demande et lutte contre l'informel".

"Pour la CGEM, la relance doit s'inscrire dans le cadre d'un nouveau pacte entre l'Etat, le citoyen et les entreprises, dont les mots d'ordre seraient la confiance, la transparence, l'efficacité et l'inclusion", a-t-il poursuivi. Il a, en outre, rappelé les principales conclusions de l'enquête lancée par la CGEM pour évaluer l'impact de la crise induite par le Covid-19 sur l'activité économique, relevant, dans ce sens, que les résultats de cette enquête ont été plutôt alarmants dans le sens où les entre-

prises sont extrêmement inquiètes sur l'avenir de leurs activités.

En effet, 63% des entreprises questionnées ont demandé au moins un report d'échéance (bancaire, fiscale, sociale), tandis que 23% des répondants ont demandé 3 reports en même temps, a-t-il fait savoir, notant que les entreprises sondées craignent également la perte de près de 56% de leurs effectifs. Certes cette crise est inédite, toutefois elle constitue une occasion pour "remettre en question toutes les choses qui ne fonctionnaient pas avant. J'espère qu'on va redémarrer avec une vision beaucoup plus positive, claire et dynamique et nous avons tous les atouts pour réussir", a conclu Chakib Alj.



Près de 56% des salariés risquent de perdre leurs emplois.

Le textile reprend ses activités à Tanger en adoptant des mesures préventives

Les unités spécialisées dans le textile et l'habillement dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma reprendront leurs activités de production, après Aid Al-Fitr et ce, en réduisant le nombre d'employés d'un tiers et en adoptant un ensemble de mesures préventives afin de lutter contre la contamination au nouveau coronavirus (Covid-19).

Selon un communiqué conjoint de la Chambre de commerce, d'industrie et de services de la région et le comité temporaire de drainage des entreprises zone Nord de l'As-

sociation marocaine de textile et d'habillement, une réunion tenue, jeudi, avec le wali de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a porté sur les mesures nécessaires à la reprise de l'activité de production des unités, compte tenu de leur importance économique et sociale.

Plusieurs approches ont été examinées en coordination et en concertation quotidienne avec les autorités et à travers l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'information, indique la même source.

Après avoir passé en revue la situation actuelle et son impact sur les professionnels et les travailleurs, la réunion a débouché sur l'annonce de la reprise de l'activité de production des unités immédiatement après Aid Al-Fitr et ce, selon une procédure préétablie, que ce soit au niveau du transport des travailleurs ou au sein des lieux de travail dans le plein respect des mesures de sécurité sanitaire, rapporte la MAP.

Ainsi, la reprise du travail s'effectuera de manière progressive

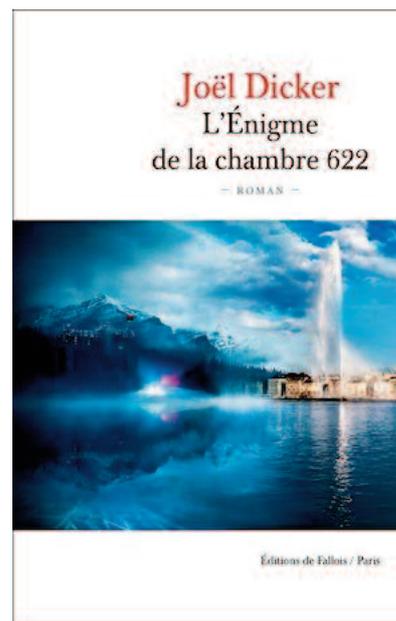
dans un premier temps avec 30% du total des travailleurs et à la condition que le taux soit revu en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique et des mesures prises à cet égard, en sus de la mise en place d'un mécanisme pour examiner les problèmes liés aux travailleurs situés en dehors de la ville de Tanger.

Et d'ajouter qu'un guide audiovisuel détaillé sera élaboré pour le rendre accessible aux opérateurs et aux travailleurs. Il comprendra l'ensemble des règles sanitaires ainsi

que les mesures supplémentaires pour assurer la sécurité générale en cas d'apparition de cas au sein de l'usine. Par ailleurs, les deux parties ont appelé à la nécessité de respecter les mesures préventives et de sécurité sanitaire et à la protection des travailleurs à l'intérieur des unités de production, notant que cette étape nécessite une prise de conscience et un engagement sans faille afin de réussir la garantie de la sécurité sanitaire des travailleurs et des citoyens et la relance économique pour maintenir l'emploi.

Art & culture

La saison des best-sellers est ouverte



Les nouveaux romans de Guillaume Musso et du Suisse Joël Dicker ont rendez-vous cette semaine avec leurs lecteurs après avoir vu leur publication repoussée pour cause d'épidémie de coronavirus et de fermeture des librairies. "La vie est un roman" (Calmann-Lévy), le 18ème titre de Guillaume Musso, n°1 des ventes en France depuis 10 ans, et "L'Énigme de la chambre 622" (Ed. de Fallois) du Suisse, lauréat du Grand prix du roman de l'Académie française sont attendus en librairie après le confinement.

Guillaume Musso, 45 ans et Joël Dicker, 34 ans, font partie du cercle très fermé des auteurs dont les livres se sont écoulés à des millions d'exemplaires et chacun de leur roman est attendu avec ferveur.

Le livre de Joël Dicker aurait dû paraître le 25 mars et celui de Guillaume Musso le 28 avril. Pour combler cette longue attente, les éditeurs n'ont pas lésiné sur les moyens. Calmann-Lévy a prévu un tirage de 400.000 exemplaires pour "La vie est un roman". Le livre de Joël Dicker va bé-

néficier quant à lui d'un tirage de 450.000 exemplaires. L'enjeu est immense alors que la filière du livre a été terrassée par l'épidémie de Covid-19. Les professionnels de la filière estiment avoir perdu 500 millions d'euros durant le confinement.

"La fermeture complète des librairies a entraîné, pour celles-ci, une perte de la quasi-totalité de leur chiffre d'affaires et de plus de 80% pour les maisons d'édition", a rappelé samedi un collectif de 625 auteurs, éditeurs et libraires dans une tribune adressée au chef de l'État français pour lui demander "un plan de relance d'ampleur" en faveur du livre d'ici cet été.

Guillaume Musso qui compte parmi les 625 signataires est bien décidé à faire sa part pour "relancer la machine". Son précédent roman, "La vie secrète des écrivains", sorti au Livre de Poche le 18 mars, a été de loin le livre le plus vendu durant le confinement. "La vie est un roman" (304 pages, 21,90 euros) est assurément promis à figurer tout en haut de la liste des best-sellers dans les prochaines semaines.

Il y a d'abord l'objet-livre. Conçu par

le graphiste Mathieu Persan (auteur de l'affiche "Restez à la maison"), la couverture du livre est une oeuvre d'art. On y voit des gratte-ciels enchevêtrés de livres ouverts d'où s'échappent des feuilles. Il y a ensuite et surtout une formidable histoire qui ravira à la fois les amateurs de thrillers (on est plongé dans un nouveau mystère de la chambre jaune autour de la mort mystérieuse de la jeune enfant d'une écrivaine) et les amoureux de littérature. Si le précédent roman s'appelait "La vie secrète des écrivains", celui-ci pourrait être intitulé "La vie rêvée des personnages de roman".

Assurément grand écrivain et grand lecteur, Guillaume Musso revient avec brio sur le métier d'écrire, l'inspiration, la vie réelle et imaginaire... Les références littéraires sont légion (Simenon, Stephen King, Kundera, Flaubert...) mais "La vie est un roman" fait irrésistiblement penser à Romain Gary, l'écrivain qui signa aussi sous le pseudonyme d'Émile Ajar. Guillaume Musso en aurait-il assez d'être seulement Guillaume Musso? Dans ce cas, nous avons déjà hâte de lire le prochain roman

de son avatar.

Joël Dicker quant à lui nous entraîne dans une histoire vertigineuse autour d'un meurtre non élucidé dans le milieu d'une grande banque privée genevoise...

Roman au long cours, s'étalant sur une trentaine d'années, "L'Énigme de la chambre 622" (576 pages) est construit à la manière des feuilletons d'autrefois, chaque fin de chapitre apportant un nouveau rebondissement. Il est question de travestissements, de fausses identités, d'illusions... Qui est vraiment qui est la question dont le lecteur n'aura la réponse qu'à l'ultime page.

Ce livre est également l'occasion pour le jeune auteur suisse de rendre hommage à son éditeur Bernard de Fallois, décédé à 91 ans en janvier 2018. Les pages consacrées aux relations entre un vieil éditeur et un jeune auteur sont bouleversantes. "La vie est un roman" écrit Joël Dicker dans les dernières pages de son livre, clin d'oeil involontaire au livre de Musso.

Sanaa Akroud: Dans "Myopia", j'ai donné la parole aux femmes



Distinguée lors du 36ème festival "Vues d'Afrique" de Montréal, la cinéaste Sanaa Akroud répond aux questions de la MAP sur son dernier long métrage "Myopia", une coproduction maroco-canadienne qui a remporté le Prix "Regards

d'ici", attribué par TV5 Québec/ Canada, le Prix spécial du jury outre la Mention spéciale pour son interprétation.

L'actrice et réalisatrice est connue pour ses rôles dans des séries télévisées comme «Douiba» et «Remana et bertal». Elle a aussi fait ses preuves au cinéma dans des films comme «Termus des anges», «Ahmed Gassiaux» ou encore le long-métrage égyptien Femmes du Caire. En tant que réalisatrice, Sanaa Akroud, qui a immigré depuis quelques années au Canada, compte à son actif plusieurs courts-métrages et téléfilms avant de signer en 2015 Khnifist R'mad, son premier long métrage. «Je suis très heureuse de voir le film Myopia remporter trois prix honorifiques au festival "Vues d'Afrique". C'est une manière honorable de reconnaître d'abord l'importance de ce film qui traite de l'identité, de la religion, de la patrie et surtout du droit comme fondement d'une vie décente ainsi que du rôle de premier plan que jouent l'éducation, l'enseignement et une condition sociale convenable pour forger un citoyen fort et sûr de lui-même», explique Sanaa Akroud. «Le film se distingue tout d'abord par le traitement réaliste des sujets abordés à travers un scénario qui combine humour, pour décortiquer une dure réalité, et simplicité du langage de la femme rurale Fatim, tout en incitant à la réflexion et au questionnement», ajoute-t-elle. Et de préciser : «Personnage principal du

film, Fatim est cette femme du village forte, persévérante et opprimée. Elle souffre d'une horrible solitude parce qu'elle parle un "langage incompréhensible", un langage de moralité que seuls comprennent ceux qui vivent dans l'ombre avec comme rêve la reconnaissance de leur droit à la vie, à la liberté et à une vie décente». «À Myopia, j'ai donné la parole à la femme. Fatim, femme du village, est à la fois policière, acteur de la société civile et journaliste. Les hommes sont placés en arrière-plan afin de donner à Myopia la parole et une forte position pour faire entendre la voix féminine objectivement, clairement et indépendamment du mari, du père et de l'employeur, ou encore de la tribu ou la famille», souligne la cinéaste. Concernant ses projets d'avenir, l'artiste explique qu'elle se penche d'ores et déjà sur un certain nombre de projets au Maroc comme au Canada, parmi lesquels un film canadien qu'elle prépare aux plans de l'écriture et de la réalisation. «À son tour, le long métrage "Myopia" implique toujours un travail de projection ici à Montréal, mais aussi au Maroc, et on va voir où nous mènera cette production avec la perspective des festivals et autres événements à venir», indique l'artiste avant de conclure : «Mais à présent, tout mon espoir est de voir l'humanité se débarrasser de cette pandémie avec les moindres dégâts pour que tout le monde puisse retrouver la splendeur d'une vie meilleure».

Décès de l'artiste et académicien Jean-Loup Dabadie



L'artiste et académicien Jean-Loup Dabadie, qui a exercé ses nombreux talents dans des domaines variés dont la littérature, le journalisme, le cinéma et la chanson, est décédé dimanche à Paris à 81 ans, a annoncé à l'AFP son agent Bertrand de Labbey.

Jean-Loup Dabadie est mort à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, d'une maladie autre que le Covid-19, a précisé M. de Labbey.

"Jean-Loup Dabadie est décédé aujourd'hui à 13H. C'était un artiste complet, il avait réussi dans tous les

arts : le sketch avec Guy Bedos (pour lequel il avait écrit de nombreux textes, ndlr); la chanson avec Polnareff ("Lettre à France") et Julien Clerc ("Femmes je vous aime"); et également le cinéma en tant que scénariste et adaptateur", a-t-il rapporté.

Né en 1938 à Paris, Jean-Loup Dabadie avait débuté comme écrivain et journaliste, avant de devenir auteur de sketches à grand succès, puis un immense parolier et un scénariste remarqué pour ses textes empreints de tendresse et de nostalgie.

Il a notamment signé le scénario de films de Claude Sautet dont "César et Rosalie" et "Les choses de la vie", et signé les paroles de chansons qui ont bercé toute une génération, dont "On ira tous au paradis" (Michel Polnareff) à "Femmes je vous aime" (Julien Clerc).

Jean-Loup Dabadie venait de terminer l'adaptation pour le cinéma d'un roman de Georges Simenon, "Les volets verts", dont le premier rôle devait être tenu par Gérard Depardieu.

Bouillon

de culture

Concert en ligne

Les Instituts Cervantes au Maroc organisent, mardi à 18H, en collaboration avec l'Ambassade d'Espagne au Maroc, et les Instituts Cervantes de Tunisie, d'Oran et d'Alger, un concert en ligne intitulé "Célébrons tous ensemble la Musique", pour ainsi marquer la fin du mois sacré du Ramadan.

Un communiqué des Instituts Cervantes au Maroc indique qu'au total, dix musiciens d'une part et de l'autre côté de la Méditerranée interpréteront une série de pièces pour célébrer la fête de l'Aïd El Fitr.

Animeront ce concert, les artistes Samira Kadiri, Begoña Olavide, Omar Metioui, Ihsan R'miki, Lila Borsali, Pedro Bonet, Ali Jaziri, Lamia Ait Amara, Ignacio Béjar et Nabylla Maan qui joueront respectivement, à partir de Tétouan, Tanger, Marrakech, Oran, Rabat, Tunisie, Alger, Casablanca et Fez, précise la source.

Le concert sera disponible sur les plateformes Youtube et Facebook de chaque centre, conclut le communiqué.



"Mon livre solidaire", une opération qui joint l'utile à l'agréable



L'écrivain Adil Mesbahi vient de lancer l'opération #monlivresolidaire qui aidera à alimenter le Fonds spécial contre le coronavirus, tout en offrant un bon moment de lecture au citoyen et un soutien considérable à la culture. "Lancée par Adil Mesbahi, écrivain, l'opération #monlivresolidaire tente de joindre l'utile à l'agréable. Faire une bonne action, en alimentant le Fonds spécial contre le coronavirus, tout en s'offrant de bons moments de lecture, synonymes d'évasion en ces temps de crise", indique l'écrivain dans un communiqué, notant que la crise du coronavirus touche de nombreux secteurs, parmi lesquels, la culture. Concernant les modalités de participation à l'opération, l'écrivain invite les lectrices/lecteurs à envoyer leur commande à l'adresse monlivresolidaire@gmail.com en précisant l'adresse de livraison, ainsi que le ou les livres et le nombre d'exemplaires souhaités. Ensuite, ils recevront à l'adresse de livraison indiquée, les livres commandés avant le règlement du prix, plus le coût d'une livraison standard d'Amara de Barid Al-Maghrib.

"Votre participation solidaire c'est 50% du prix de chaque livre commandé qui sera reversé au Fonds spécial contre le coronavirus",

précise le communiqué.

Pour rejoindre l'opération, il suffit aux auteurs, distributeurs ou éditeurs de s'engager à reverser au Fonds spécial 50% du prix de chaque livre commandé, qui a été préalablement associé à l'opération, poursuit la même source. Concernant le média, la télé, la radio, la presse ou bien l'influenceur, il suffit de faire l'écho de cette opération culturelle solidaire pour soutenir l'opération, souligne le communiqué. Le premier livre associé à l'opération est "L'espion aux deux visages" qui est le 1er opus de la trilogie Khabir, fait savoir le communiqué, ajoutant que le roman, référencé sur le site Amazon, est disponible au Maroc avec un stock limité.

"Le James Bond arabe est né! L'espion marocain formé par les services secrets français. Je suis Khabir le caméléon, séducteur, menteur et manipulateur. Les femmes «tombent» et les services secrets «tremblent»! New York, Paris, Marrakech ou ailleurs, je suis toujours là où ça se passe.", lit-on dans une présentation du livre. Pour ce premier livre associé à l'opération #monlivresolidaire, les partenaires sont son auteur, Adil Mesbahi et son distributeur, Youssef Bennani (Librairie du monde actuel).

La Peste (1947)

*Il est aussi raisonnable
de représenter une espèce
d'emprisonnement par une
autre que de représenter n'importe quelle
chose qui existe réellement par quelque
chose qui n'existe pas.*

DANIEL DE FOE.

Lui connaissait une filière et à Rambert, qui s'en étonnait, il expliqua que, depuis longtemps, il fréquentait tous les cafés d'Oran, qu'il y avait des amis et qu'il était renseigné sur l'existence d'une organisation qui s'occupait de ce genre d'opérations. La vérité était que Cottard, dont les dépenses dépassaient désormais les revenus, s'était mêlé à des affaires de contrebande sur les produits rationnés. Il revendait ainsi des cigarettes et du mauvais alcool dont les prix montaient sans cesse et qui étaient en train de lui rapporter une petite fortune.

— En êtes-vous bien sûr ? demanda Rambert.

— Oui, puisqu'on me l'a proposé.

— Et vous n'en avez pas profité ?

— Ne soyez pas méfiant, dit Cottard d'un air bonhomme, je n'en ai pas profité parce que je n'ai pas, moi, envie de partir. J'ai mes raisons.

Il ajouta après un silence :

— Vous ne me demandez pas quelles sont mes raisons ?

— Je suppose, dit Rambert, que cela ne me regarde pas.

— Dans un sens, cela ne vous regarde pas, en effet. Mais dans un autre... Enfin, la seule chose évidente, c'est que je me sens bien mieux ici depuis que nous avons la peste avec nous.

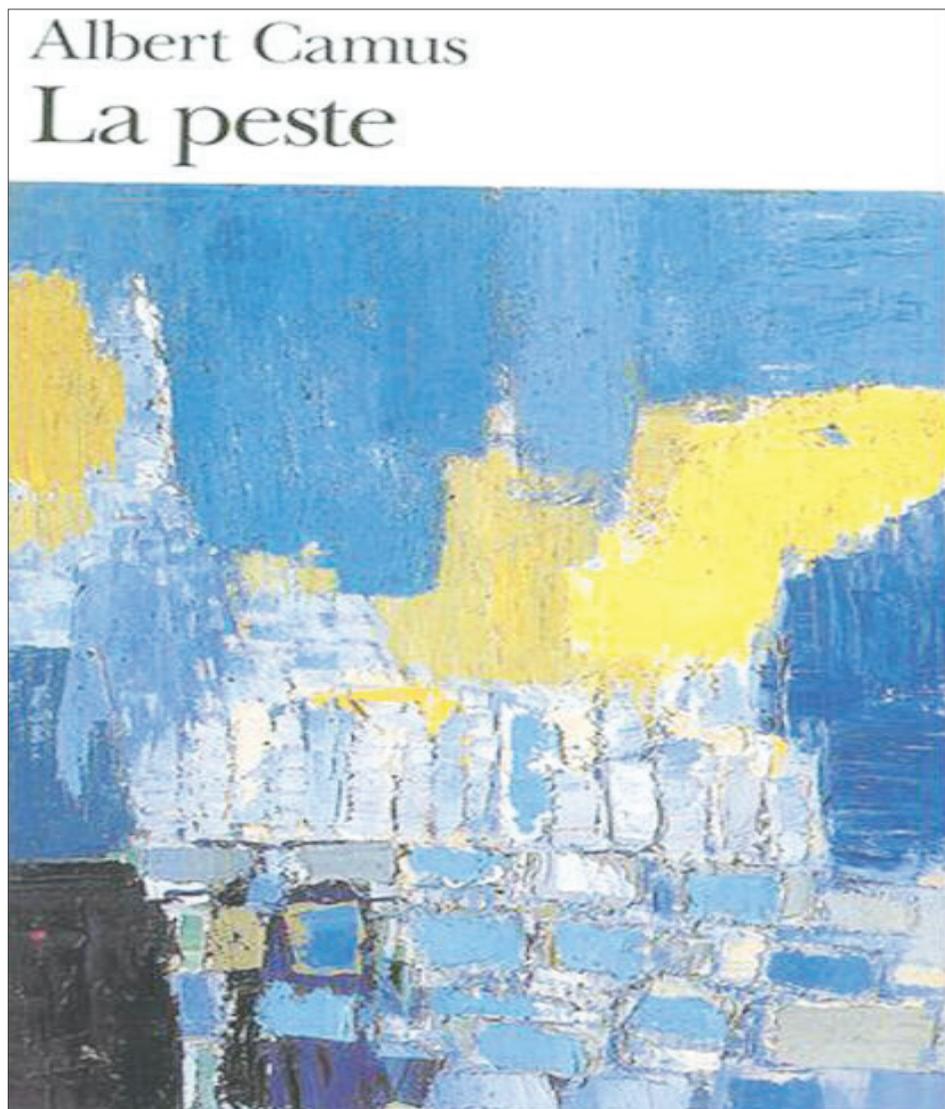
L'autre écouta son discours :

— Comment joindre cette organisation ?

— Ah ! dit Cottard, ce n'est pas facile, venez avec moi.

Il était quatre heures de l'après-midi. Sous un ciel lourd, la ville cuisait lentement. Tous les magasins avaient leur store baissé. Les chaussées étaient désertes. Cottard et Rambert prirent des rues à arcades et marchèrent longtemps sans parler. C'était une de ces heures où la peste se faisait invisible. Ce silence, cette mort des couleurs et des mouvements, pouvaient être aussi bien ceux de l'été que ceux du fléau. On ne savait si l'air était lourd de menaces ou de poussières et de brûlure. Il fallait observer et réfléchir pour rejoindre la peste. Car elle ne se trahissait que par des signes négatifs. Cottard, qui avait des affinités avec elle, fit remarquer par exemple à Rambert l'absence des chiens qui, normalement, eussent dû être sur le flanc, haletants, au seuil des couloirs, à la recherche d'une fraîcheur impossible.

Ils prirent le boulevard des Palmiers, traversèrent la place d'Armes et descendirent vers le quartier de la Marine. À gauche, un café peint en vert



s'abritait sous un store oblique de grosse toile jaune. En entrant, Cottard et Rambert essayèrent leur front. Ils prirent place sur des chaises pliantes de jardin, devant des tables de tôle verte. La salle était absolument déserte. Des mouches grésillaient dans l'air. Dans une cage jaune posée sur le comptoir bancal, un perroquet, toutes plumes retombées, était affaissé sur son perchoir. De vieux tableaux, représentant des scènes militaires, pendaient au mur, couverts de crasse et de toiles d'araignée en épais filaments. Sur toutes les tables de tôle, et devant Rambert lui-même, séchaient des fientes de poule dont il s'expliquait mal l'origine jusqu'à ce que d'un coin obscur, après un peu de remue-ménage, un magnifique coq sortit en sautillant.

La chaleur, à ce moment, sembla monter encore. Cottard enleva sa veste et frappa sur la tôle. Un petit homme, perdu dans un long tablier bleu, sortit du fond, salua Cottard du plus loin qu'il le vit, avança en écartant le coq d'un vigoureux coup de pied et demanda, au milieu des glossements du volatile, ce qu'il fallait servir à ces messieurs. Cottard voulait du vin blanc et

s'enquit d'un certain Garcia. Selon le nabot, il y avait déjà quelques jours qu'on ne l'avait vu dans le café.

— Pensez-vous qu'il viendra ce soir ?

— Eh ! dit l'autre, je ne suis pas dans sa chemise. Mais vous connaissez son heure ?

— Oui, mais ce n'est pas très important. J'ai seulement un ami à lui présenter.

Le garçon essayait ses mains moites contre le devant de son tablier.

— Ah ! Monsieur s'occupe aussi d'affaires ?

— Oui, dit Cottard. Le nabot renifla :

— Alors, revenez ce soir. Je vais lui envoyer le gosse.

En sortant, Rambert demanda de quelles affaires il s'agissait.

— De contrebande, naturellement.

Ils font passer des marchandises aux portes de la ville. Ils vendent au prix fort.

— Bon, dit Rambert. Ils ont des complicités ?

— Justement.

Le soir, le store était relevé, le perroquet jabotait dans sa cage et les tables de tôle étaient entourées d'hommes en bras de chemise. L'un d'eux, le chapeau de paille en arrière,

une chemise blanche ouverte sur une poitrine couleur de terre brûlée, se leva à l'entrée de Cottard. Un visage régulier et tanné, l'œil noir et petit, les dents blanches, deux ou trois bagues aux doigts, il paraissait trente ans environ.

— Salut, dit-il, on boit au comptoir.

Ils prirent trois tournées en silence.

— Si on sortait ? dit alors Garcia.

Ils descendirent vers le port et Garcia demanda ce qu'on lui voulait. Cottard lui dit que ce n'était pas exactement pour des affaires qu'il voulait lui présenter Rambert, mais seulement pour ce qu'il appela « une sortie ».

Garcia marchait droit devant lui en fumant. Il posa des questions, disant « Il » en parlant de Rambert, sans paraître s'apercevoir de sa présence.

— Pour quoi faire ? disait-il.

— Il a sa femme en France.

— Ah !

Et après un temps :

— Qu'est-ce qu'il a comme métier ?

— Journaliste.

— C'est un métier où on parle beaucoup.

Rambert se taisait.

— C'est un ami, dit Cottard.

(A suivre)



Une carrière en Liga se précise pour Jawad El Yamiq

Soufiane Amrabat convoité par Galatasaray



Il a fallu qu'il change de lieux afin qu'il puisse retrouver son meilleur football et attirer l'attention des recruteurs. Il s'agit en effet de Jawad El Yamiq qui, en regagnant en janvier dernier à titre de prêt, le club de seconde division espagnole du Real Saragosse en provenance de la formation italienne du Genoa FC, il se trouve convoité par trois pensionnaires de la Liga.

D'après les sites des publications espagnoles El Periodico de Aragon et Mundo Deportivo, l'international marocain serait convoité par le FC Valence, le Real Betis et Alaves, sans oublier le Real Saragosse qui voudrait s'attacher pour de bons services. D'ailleurs, ce qui pourrait aider à accélérer la transaction est la volonté de l'intéressé de pouvoir poursuivre sa carrière en Espagne,

ainsi que le montant de la clause libératoire fort abordable ne dépassant pas la barre des 750.000 dollars.

En retrouvant le Real Saragosse, Jawad El Yamiq, 28 ans, a pu avoir beaucoup de temps de jeu et il devrait continuer en tant que titulaire à part entière une fois que le championnat espagnol reprendra ses droits à partir du 8 juin prochain. Avec le Genoa FC, il avait des difficultés à pouvoir s'imposer, ce qui avait poussé le club italien, qui l'avait recruté en 2018, à le prêter lors de la saison précédente à l'AC Pérouse, équipe avec laquelle il avait disputé 23 matches et inscrit un but.

Il convient de rappeler que Jawad El Yamiq avait fait toutes ses classes au sein de l'Olympique de Khouribga avant de rejoind-

re de 2016 à 2018 le Raja de Casablanca.

Si le Calcio n'a pas tellement réussi à Jawad El Yamiq, ce n'est nullement le cas pour son compatriote Soufiane Amrabat. Le néo sociétaire de la Fiorentina, qui devrait boucler cette saison sous les couleurs de Hellas Vérone, pourrait troquer Florence contre Istanbul. Le milieu de terrain marocain, pressenti pour succéder à Karim Ahmadi en équipe nationale, a tapé dans l'œil des dirigeants du club turc de Galatasaray. Sauf que le hic réside dans la valeur marchande du joueur recruté par la Fiorentina par 20 millions d'euros et qui ne dirait pas non à une plus value à dégager suite à ce transfert.

A souligner que bien avant le déclenchement de cette crise qui secoue le football

mondial à cause de la pandémie du nouveau coronavirus, Galatasaray avait décidé de revoir à la baisse ses dépenses, en premier la révision des rémunérations des joueurs. Le joueur marocain Younès Belhanda est concerné par ce cas de figure dans la mesure où il reste l'un des éléments les mieux payés du club avec un salaire annuel dépassant la barre des 3 millions d'euros, alors que le Galatasaray est tenté par la venue de joueurs dont les prétentions n'excèdent pas 1 million d'euro la saison.

Une situation qui risque de faire capoter l'arrivée de Soufiane Amrabat et de précipiter le départ de Younès Belhanda convoité ces derniers temps par Al Hilal d'Arabie Saoudite et Tianjin Teda de Chine.

Mohamed Bouarab

La Liga face aux défis d'une reprise

Entre chaleur, huis clos et blessures

"La Liga est de retour !". Si les médias se réjouissent ce dimanche de la reprise espérée du championnat après deux mois d'arrêt, la Ligue espagnole devra relever de nombreux défis pour assurer son bon déroulement entre chaleur, huis clos et risques de santé.

Après avoir observé de près le "crash-test" Bundesliga, premier grand championnat à redémarrer le week-end dernier, l'Espagne, durement touchée par la pandémie, va se lancer à son tour et devra prendre le pli des stades vides et des strictes mesures sanitaires pour finir la saison en sécurité.

Samedi, le gouvernement espagnol a donné son feu vert pour une reprise à partir de la semaine du 8 juin. La Ligue n'a pas encore communiqué sur la date exacte de retour ni sur son protocole de reprise, mais l'organe qui gère le football professionnel en Espagne devrait le faire "aux débuts de la semaine prochaine", a indiqué dimanche soir son patron Javier Tebas sur la chaîne Movistar Plus.

"La Liga est de retour !" se sont exclamés à leur

Une le quotidien Marca, le plus vendu d'Espagne qui a orné sa première page d'un cœur formé par les vingt écussons des clubs de Liga, le journal catalan Sport ainsi que As.

Tebas a déclaré dimanche soir espérer une reprise du championnat le jeudi 11 juin à 22H00 (20H00 GMT), avec le derby andalou entre le Betis et le Séville FC comme lever de rideau.

Le patron de la Liga s'était auparavant dit "très heureux" de l'annonce de cette reprise, mais il devra désormais redoubler d'efforts pour faire face aux immenses défis qui se dressent devant lui. "Nous ne pouvons pas baisser la garde", a prévenu le dirigeant.

Car les onze dernières journées de championnat se joueront cet été sans doute à huis clos et sous des chaleurs accablantes.

Lors d'une réunion de travail avec la Liga en fin de semaine, le principal syndicat de joueurs en Espagne (AFE) a demandé à ce que des "pauses fraîcheur" soient respectées quand les températures oscillent entre 28 et 32°C, et que les entraînements et les matches soient reportés quand elles dépassent les 32°C, ce qui est courant en plein été en Espagne.

Le Valence CF s'est par exemple entraîné en petits groupes sous 28°C ce samedi.

L'AFE a également demandé à ce qu'un repos obligatoire de 72 heures minimum soit respecté entre deux matches pour une même équipe, tandis que la Ligue avait annoncé avec ardeur qu'il y aurait du "football tous les jours" de la semaine.

Ce point fait débat car la Ligue et la Fédération espagnole de football (RFEF), en désaccord sur le fait de diffuser du foot le lundi, sont déjà allées devant les tribunaux les 20 et 21 février. Le jugement n'a pour l'heure pas été prononcé.

Mais la Ligue pousse, car les enjeux économiques sont gigantesques: Tebas avait estimé début avril à un milliard d'euros les pertes en cas d'arrêt définitif de la saison, contre 300 millions en cas de reprise sans spectateurs.

D'ici la reprise, les joueurs, qui sont passés de l'entraînement individuel à des sessions par petits groupes le 18 mai tout en continuant à respecter de strictes mesures

sanitaires, auront près de trois semaines pour se préparer.

Un minimum pour l'AFE, laquelle réclamait 15 à 20 jours. "On a envie de revenir à la compétition, mais il faut y aller phase après phase pour retrouver la forme. On n'aura pas de matches pour tester nos sensations, on entrera directement dans la compétition", a craint l'ailier et capitaine de Levante, José Luis Morales, dans Marca samedi.

"Ce qui nous préoccupe le plus, c'est ce qui peut arriver au niveau physique, les blessures. (...) Ces deux mois ont augmenté le risque de blessure", a commenté le défenseur central colombien de l'Espanyol Barcelone Bernardo Espinosa vendredi aux médias de son club.

"C'est ce qui tourmente le plus mes coéquipiers. Il faut retrouver la tonicité musculaire et fonctionnelle, et diminuer ce risque qui a augmenté, pas seulement en raison du temps que l'on a passé sans jouer, mais aussi à cause de cette période bizarre que nous avons traversée, et à cause des températures élevées", a-t-il ajouté.

Bundesliga

L'apprenti Haaland défie le maître Lewandowski



Le jeune "padawan" Erling Haaland contre Maître Robert Lewandowski. Le "Klassiker" allemand Dortmund-Bayern propose mardi (18h30/16h30 GMT) un duel galactique entre les deux meilleurs buteurs de Ligue des champions cette saison.

Incroyable symétrie, l'apprenti norvégien et le maître polonais ont tous les deux marqué cette saison 41 buts en 35 matches, toutes compétitions confondues.

Mais si on ne présente plus Lewandowski (31 ans) au Bayern Munich, son jeune rival (19 ans) n'est en revanche apparu au firmament du foot européen qu'à l'automne 2019. Malgré la différence d'expérience et d'âge, les deux hommes ont bien des points communs.

Les deux accumulent cette saison les statistiques exceptionnelles. En Ligue des champions, pour l'instant interrompue au stade des 8e de finale, Lewandowski domine le classement des buteurs avec 11 réalisations. Haaland le talonne avec 10 buts, huit pour le RB Salzbourg en automne et deux avec Dortmund contre le Paris SG en 8es de finale (il ne mar-

quera plus, le BVB étant éliminé).

En Bundesliga, l'artificier du Bayern est largement en tête avec 27 buts marqués en 25 matches. La "shooting star" du Borussia a marqué dix fois en dix matches depuis son arrivée en janvier, mais il devance nettement son aîné pour la fréquence des buts: un toutes les 69 minutes contre un toutes les 82 minutes pour "Lewy".

Lewandowski a déjà été quatre fois meilleur buteur du championnat en neuf saisons.

L'apogée de la carrière de Lewandowski reste son quadruplé contre le Real Madrid, sous le maillot de Dortmund, en demi-finale aller de la Ligue des champions 2013 (4-1, et qualification pour la finale).

En Bundesliga, son quintuplé réussi en moins de dix minutes contre Wolfsburg avec le Bayern en novembre 2015, alors qu'il était entré comme joker, n'a jamais été égalé dans aucun grand championnat européen.

En Bundesliga, son quintuplé réussi en moins de dix minutes contre Wolfsburg avec le Bayern en novembre 2015, alors qu'il était entré comme joker, n'a jamais été égalé dans aucun grand championnat européen.

jeune auteur d'un triplé (contre Genk) dans la compétition. Seules les légendaires Raul et Wayne Rooney avaient réussi à être plus précoces !

Son triplé et ses deux doublés pour ses trois premiers matches en Bundesliga en janvier ont aussi suscité une véritable folie en Allemagne.

Shinji Kagawa, Ousmane Dembélé, Pierre-Emerick Aubameyang, Mats Hummels... le Borussia Dortmund est depuis des années un lieu de découverte du haut niveau pour des pépites à polir.

Robert Lewandowski fut l'une d'entre elles, déniché à 20 ans au Lech Poznan en Pologne, et recruté pour 4,5 millions d'euros ! Avec le Borussia, il a été deux fois champion d'Allemagne et a atteint la finale de la Ligue des champions 2013. Avant d'être recruté en 2014, en fin de contrat, par le Bayern.

Haaland est arrivé dans la Ruhr à l'âge de 19 ans, après une première partie de saison catastrophique avec le RB Salzbourg. Il a signé un contrat jusqu'en juin 2024.

Les deux joueurs ont aussi en commun de ne pas appartenir à de très grandes nations de

football, et d'avoir, sauf surprise, peu de chances de conquérir un titre majeur avec leur sélection.

Stars sur le terrain, Haaland comme Lewandowski sont discrets dans leur vie privée. Loin du bling-bling de certains footballeurs, ils cultivent l'image de travailleurs acharnés et totalement concentrés sur leur carrière.

"Il fait partie de ces gars qui sont à fond à l'entraînement", témoigne Mats Hummels à propos de Haaland. "Sa façon d'aborder le travail, à son âge, me plaît particulièrement".

Lewandowski, lui, passe depuis des années pour un paragon de professionnalisme. "Dans sa tête, il pense à bien s'alimenter, à bien dormir, à bien s'entraîner 24 heures sur 24", témoigne Pep Guardiola, qui fut son entraîneur au Bayern (2014-2016). "Il n'est jamais blessé, parce qu'il se concentre sur ces choses".

Son régime alimentaire, très strict, est concocté par son coach personnel: son épouse Anna, ancienne internationale polonaise de karaté. Et dans le vestiaire, ses coéquipiers l'ont surnommé "The Body" pour son corps sculpté par la musculation.



Dans l'attente d'une reprise de la Ligue des champions en août, le PSG a déjà du travail en coulisses pour la saison prochaine: sécuriser les cas Neymar et Kylian Mbappé, gérer les fins de contrats et se pencher sur l'option d'achat de Mauro Icardi.

Si l'entraîneur Thomas Tuchel, quasi assuré de rester en poste jusqu'en 2021, semble profiter de l'arrêt anticipé de la saison avec un titre de champion à la clé, le directeur sportif Leonardo prospecte pour étoffer un effectif qui risque de perdre cet été plusieurs cadres historiques.

Pas une seule journée ne passe sans que la presse sportive espagnole n'évoque les cas de

Neymar et Mbappé, cibles respectives du FC Barcelone et du Real Madrid, à coup de Unes tapageuses. De quoi revivre le même feuilleton à suspense de l'an dernier ?

"Mbappé et Neymar resteront au PSG, et encore plus vu la situation que nous vivons actuellement. J'ai dîné avec Neymar avant le confinement et je l'ai vu très impliqué dans le projet", a assuré leur coéquipier Ander Herrera sur la radio Cadena Cope, mi-mai.

"Le projet du PSG est fait pour que les deux se sentent épanouis à Paris", a-t-il ajouté.

Selon une étude du cabinet KPMG, la crise liée au coronavirus va entraîner une baisse de

Mercato agité au PSG

Neymar et Mbappé non concernés ?

plus de 20% de la valeur des stars du PSG. Recruté contre la somme record de 222 M EUR en 2017, Neymar ne vaudrait plus qu'autour de 149 M EUR, tandis que Mbappé est valorisé à moins de 188 M EUR.

Même à "moindre coût", les deux joueurs les plus onéreux de l'histoire, sous contrat jusqu'en 2022, ne semblent plus entrer dans les moyens des deux géants espagnols. Au moins pour cet été.

"Payer 100 millions d'euros pour un joueur la saison prochaine, personne n'y songe en Espagne", a expliqué à l'AFP l'économiste du sport Fernando Lara.

"Tout le monde parle, mais personne ne sait... MON EQUIPE ME MANQUE", a encore écrit Mbappé sur Twitter fin avril, accompagné de deux cœurs rouge et bleu et d'une photo sous le maillot parisien. Un signal suffisamment explicite.

Les bouleversements provoqués par le Covid-19 vont-ils favoriser une prolongation des joueurs en fin de contrat ou la nécessaire réduction d'une masse salariale dépassant les 300 M EUR ?

Avec des pertes estimées par le club à plus de 200 M EUR après l'arrêt du Championnat de France de première division, la question d'économiser un transfert pour trouver un remplaçant du calibre d'Edinson Cavani (33 ans) ou de Thiago Silva (35 ans), respectivement meilleur

leur buteur de l'histoire et capitaine du club parisien, se pose en haut lieu.

"Pour nous, ce serait génial de continuer au PSG, on aime le club (...) C'est ici que les enfants ont grandi, c'est à Paris qu'on aimerait poursuivre nos carrières", a plaidé l'épouse de Thiago Silva dans Le Parisien, mi-mai.

A contrario pour les latéraux Thomas Meunier et Layvin Kurzawa, également en fin de contrat au 30 juin, la tendance est à un départ. Après l'éventuelle fin de la C1 ?

Avec 20 buts inscrits en 31 matches, Mauro Icardi a tout fait pour pousser le PSG à lever son option d'achat de 70 M EUR. Selon L'Equipe, les dirigeants parisiens espèrent toutefois réduire le montant de l'opération au vu du nouveau contexte économique.

Au poste de latéral gauche, Alex Telles (Porto), Théo Hernandez (AC Milan) et Nicolas Tagliafico (Ajax) sont ciblés selon la presse sportive.

A droite, la piste Timothy Castagne (Atalanta Bergame) est à l'étude pour renforcer un secteur où seuls Thilo Kehrer et Colin Dagba sont à disposition, en cas de départ de Meunier.

Si un milieu de terrain défensif est également attendu, la signature du premier contrat pro des jeunes pépites de l'académie Tanguy Kouassi et Adil Aouchiche (17 ans) rajoute d'autres dossiers brûlants sur l'agenda estival de Leonardo...

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

FAIT DES TAS DE CHOSES	CASSEUR DE RÈGLES	MORCEAU D'ARN	DÉMONS TRATIF	GRANDS VASES	PIGE SYMBOLE DE L'OR	RAILLERIE	PRONOM	MÈRE D'ISAAC	JALOUX
ARTICLE									
ENSEIGNE									
						ENVOLEE			
POSSESSIF		EN BOSNIE			VIEILLE CITE GRECQUE		LETTRES DE BOURVIL		
LETTRES DE NASR		BLANCHIR	MORCEAU DE RAP UTOPISTE			PARTIRAI MEUTE			
		VIPERES					Hélium FIN DE VERBE		
PETIT CUBE	GAINE	GRIS-BRUN METAL			SOTTE TETE DE TIGRE			PETIT DE L'AIGLE	
DÉESSE GRECQUE DE L'AURORE			ROI DE POLOGNE	BUSTE CONTE					
SOLDAT CONNU							TÊTE D'OBUS	PLAN DE TABLE	
		LETTRES DE DUBAI	POSSESSIF			DE BAS EN HAUT: PRONOM	UN DÉFI A LA NATURE ENZYME		
DONT ON NE PEUT DOUTER									
SITUÉE	MÉTAL			DÉCHIFFRÉES			AUTEUR INCONNU		
				ARTICLE ESPAGNOL		A L'ENVERS: LISSE			

Solution mots flechés d'hier

PROGUE	FIN DE CITATION	PLAINTES	MÉTAL	O	ROULÉS	GRECQUE	P	EN PULL	LETTRES DE RENVOI	L	ARTICLE BÊTE DE SOMME
L	S	D	NOTE REFUS	R	E	AIGRELET BUTÉ	S	U	R	E	T
PORTEUR DE CHARGE	I	O	N	A UNE FIN	U	T	I	L	E	T	R
E	C	L	I	P	S	E	P	A	R	T	I
CACHE	FIN D'ANNÉE	E	E	DANS L'INTERVALLE	POSSESSIF	T	O	N	LETTRES DE MOTIVATION	M	T
E	P	A	T	E	PREMIÈRE PAGE	U	N	E	HIC CARDIN AUX	O	S
IMPRES STIONNE	SANS-ABRI	N	AUTEUR INCONNU	N	PIED DE VIGNE	C	O	U	P	E	T
WHISKY ÉCOSSAIS	S	C	O	T	C	H	P	R	O	N	O
PRODUITS ALIMENTAIRES	D	E	N	R	E	E	S	T	A	B	L
LETTRES DE FÈS	E	S	PELER STÉRILET	E	P	L	U	C	H	E	R
GORGE SERRÉE	DÉBUT D'ECTASIE	N	D	LETTRES DE LOÛSER	FIN D'ANNÉE	A	C	A	R	D	I
D	E	F	I	L	E	A	T	R	A	P	P
DEVISE	C	A	U	S	E	M	O	V	E	M	E

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la Rédaction
Ahmed Saâidi

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmaridi

Révision
Abdelmoumeïn Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Documentation
Nadia Ghazali

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Mustapha Elouizi
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
Libération@libe.ma

Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32

Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail: annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE 130/64

Site web:
www.libe.ma

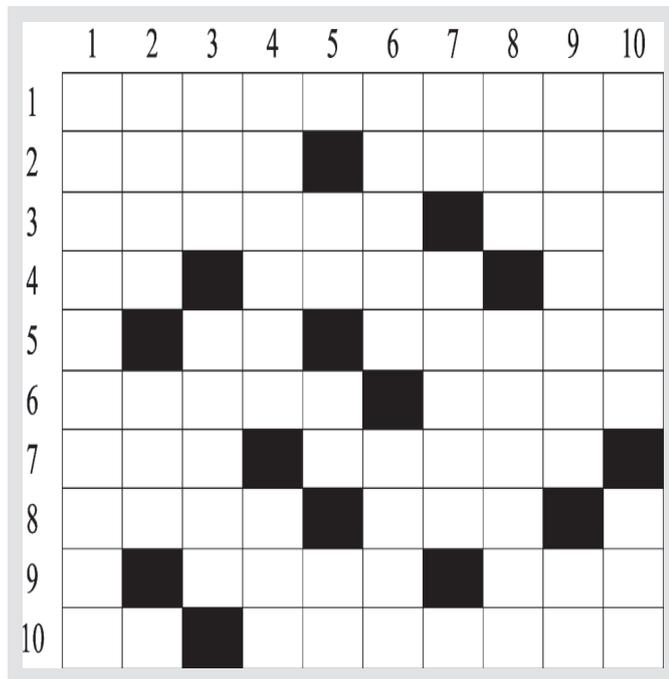
Journal Libération

Libération Maroc

o.j.d. MAROC

2017
www.ojd.ma

Mots croisés



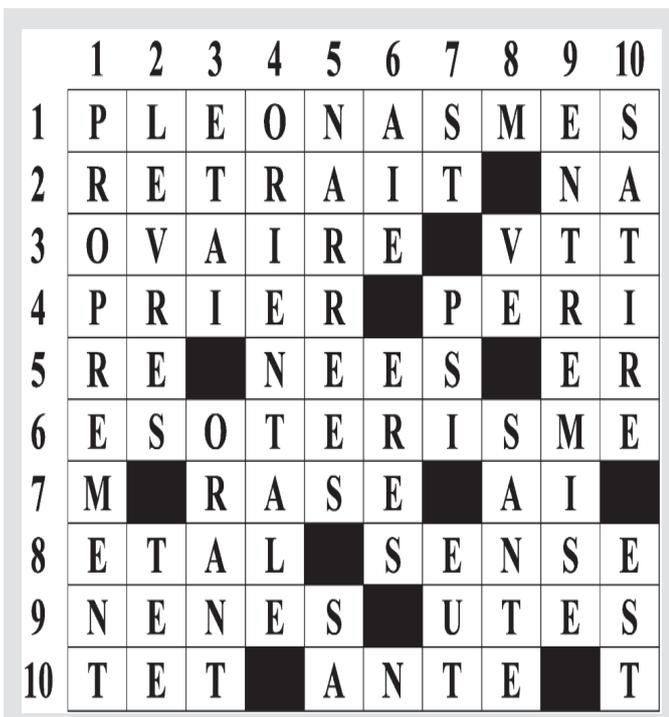
HORIZONTELEMENT

- 1- Attaquant
- 2- Navire royal - Mille-pattes
- 3- Méchoui - Indien
- 4- Coordonnant - Petites charges - Tout à l'amphi
- 5- Note - Fiables
- 6- Ne dise point - Petite rongeuse
- 7- Lentille - Répit
- 8- Vrai - Aurochs
- 9- Dieu du vent - Grecque
- 10- Préposition - Nattes

VERTICALEMENT

- 1- Vaisselle de luxe
- 2- Est bon - Lopin
- 3- Singe - Objet de moqueries
- 4- Vainqueurs de guerre - Portion
- 5- Saint des Pyrénées - Liant - Lawrencium
- 6- Attaches - Course effrénée
- 7- Décodé - Royaume antique
- 8- Envoyé à la chambre - Clouées
- 9- Précision - Règle
- 10- Mouche - Seuil

Solution mots croisés d'hier



Grilles de sudoku

Facile

	5				8	6			
1	6		5		9				
9		3		8	7	1	5		
2					8	3	7		
3								5	
	7	5	9						8
	3	1	2	6		5		7	
			3		5		8	1	
	2	7					4		

Moyen

6	8			5				1	
		9		3					
	2		8	4	6				
									1
8	4		7	1	9			6	3
7									
			3	9	1			5	
				7		8			
9			8				3	2	

Difficile

		9		8			6		
			7				1		
	4	7	5				3	9	
4						7			
2			9		8			1	
		6							5
7	2				9	4	5		
	8				6				
6			2		1				

Expert

3							1		
7		6	1						
				4	2	6		9	
2				1		8			
		7					5		
		5		9					1
8	2	9	7						
					5	2		6	
		3							4

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

7	5	2	1	4	3	8	6	9	
1	6	8	5	2	9	7	3	4	
9	4	3	6	8	7	1	5	2	
2	1	9	4	5	8	3	7	6	
3	8	4	7	1	6	9	2	5	
6	7	5	9	3	2	4	1	8	
8	3	1	2	6	4	5	9	7	
4	9	6	3	7	5	2	8	1	
5	2	7	8	9	1	6	4	3	

Moyen

6	8	3	9	5	7	2	1	4	
4	7	9	1	3	2	6	8	5	
1	2	5	8	4	6	3	7	9	
9	3	6	5	2	8	7	4	1	
8	4	2	7	1	9	5	6	3	
7	5	1	4	6	3	9	2	8	
2	6	8	3	9	1	4	5	7	
3	1	4	2	7	5	8	9	6	
5	9	7	6	8	4	1	3	2	

Difficile

3	1	9	2	8	4	5	6	7	
6	5	2	7	9	3	8	1	4	
8	4	7	5	6	1	2	3	9	
4	9	8	6	1	5	7	2	3	
2	3	5	9	7	8	6	4	1	
1	7	6	3	4	2	9	8	5	
7	2	1	8	3	9	4	5	6	
9	8	4	1	5	6	3	7	2	
5	6	3	4	2	7	1	9	8	

Expert

3	2	4	6	8	9	1	5	7	
7	9	6	1	5	3	4	2	8	
5	1	8	7	4	2	6	3	9	
2	6	9	5	1	7	8	4	3	
1	8	7	3	6	4	5	9	2	
4	3	5	2	9	8	7	6	1	
8	4	2	9	7	6	3	1	5	
9	7	1	4	3	5	2	8	6	
6	5	3	8	2	1	9	7	4	